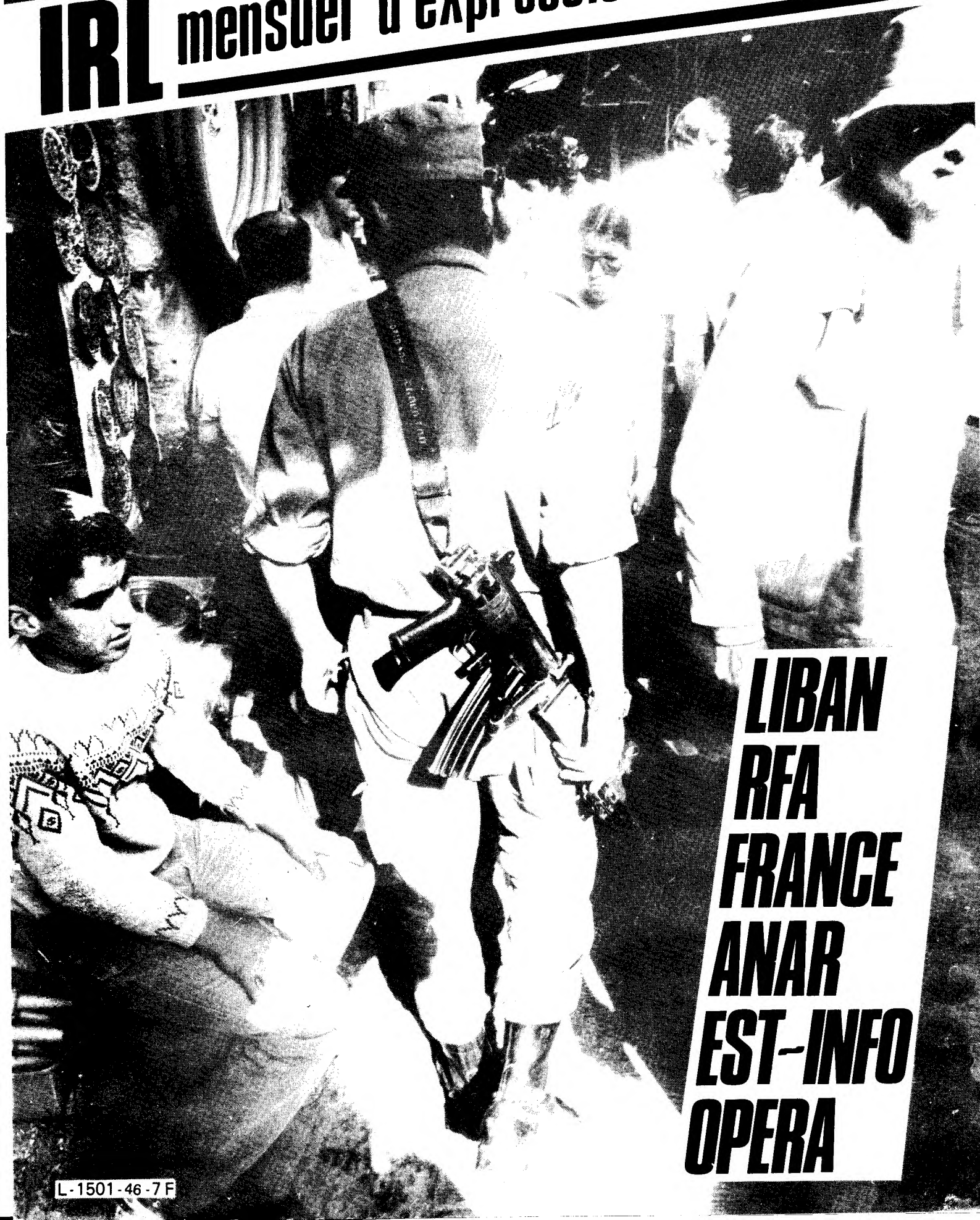


IRL mensuel d'expressions libertaires



LIBAN
RFA
FRANCE
ANAR
EST-INFO
OPERA

IRL vous intéresse ?

Voilà le dernier numéro d'I.R.L. avant la rentrée. Numéro International, il faut bien voyager, quelquefois même si certains pays qu'on vous propose de traverser dans les lignes qui vont suivre ne méritent que haine et dégoût: Israël nous refait le coup du génocide, mais cette fois ce ne sont pas les juifs qui dégustent !

Après I.R.L. à 32 pages (N°45), on vous propose cette fois un numéro à 24 pages. Bah, vous aurez certainement d'autres choses à faire pendant les vacances que lire I.R.L. Alors on a gardé pour la rentrée tout plein d'articles qui n'ont pas pu passer dans ce numéro. Citons pêle-mêle: un témoignage d'un copain libertaire iranien qui a séjourné dans les geôles de Komeiny, un interview de libertaires chiliens en exil, une autre d'indiens d'Amérique du Sud, la suite du Petit Dico de l'Ennemi Intérieur, des poèmes, et encore d'autres. Ça promet un numéro de rentrée très chargé, varié et intéressant.

Alors lisez bien I.R.L. 46, restez un petit peu sur votre faim, on vous promet pour la rentrée un plat de résistance très... consistant.

Ah, j'allais oublier. Nous avons commencé de recevoir des contributions au dossier que nous avons lancé dans le numéro précédent (le mouvement anarchiste en 82). Nous le publierons à la rentrée et nous attendons aussi vos contributions.

ASSEMBLEE GENERALE D'IRL

Comme tous les ans à la même époque, nous organisons une Assemblée générale, qui nous permet de définir les objectifs pour l'année à venir, d'échanger diverses idées et pratiques, de se rencontrer. Nous vous convions donc à participer, les 18 et 19 septembre. Pour plus de renseignements, il suffit de nous écrire:

— IRL, 13 rue Pierre Blanc
69001 Lyon

— IRL-rédaction parisienne,
c/o Librairie Imagine, 51 rue
de Lappe, 75011 Paris.

I.R.L., journal d'expressions libertaires - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

Directeur de publication :

Alain Thevenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par les :

Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau, 69001 Lyon.

NOTEZ : le numéro en haut à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro se finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que vous arrivez à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

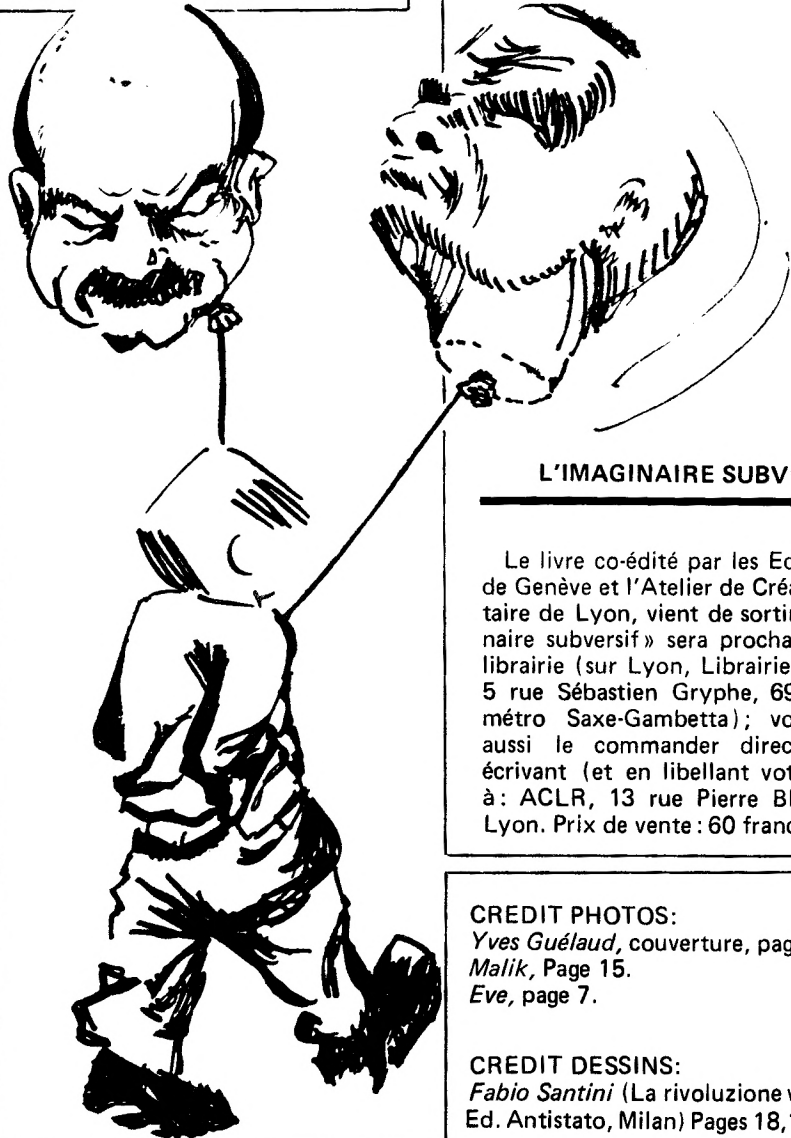
rapidos

LES MATRA

Dans le n°42 d'IRL, Vaina cherchait à contacter les copains du MATRA « oubliés » par l'amnistie socialiste. En vain ! Cependant, nous venons d'apprendre quelques nouvelles les concernant. Ainsi René BOUR, pour obtenir l'amnistie, a observé une longue grève de la faim : 68 jours de jeûne l'ont conduit à la lisière de la mort. Il a finalement décroché in extremis la liberté conditionnelle. JM STIELES, qui a effectué la moitié de sa peine vient lui aussi d'être mis en conditionnelle. Enfin JC STASZACK se trouve selon la presse dans le même cas, mais R BOUR pense qu'au contraire il est toujours détenu à Hermingen. Nous espérons qu'il se trompe sur ce point et allons tenter d'en avoir le cœur net.

En attendant, nous adressons à René BOUR tous nos vœux de prompt rétablissement.

IRL



L'IMAGINAIRE SUBVERSIF

Le livre co-édité par les Editions Noir de Genève et l'Atelier de Création Libertaire de Lyon, vient de sortir. « L'imaginaire subversif » sera prochainement en librairie (sur Lyon, Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, métro Saxe-Gambetta); vous pouvez aussi le commander directement en écrivant (et en libellant votre chèque) à: ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon. Prix de vente : 60 francs.

CREDIT PHOTOS:

Yves Guélaud, couverture, page 3.

Malik, Page 15.

Eve, page 7.

CREDIT DESSINS:

Fabio Santini (La rivoluzione volontaria. Ed. Antistato, Milan) Pages 18, 19 et 20, 21.

Réflexion d'un Américain

TANDIS que les corps se décomposent dans les hôpitaux détruits de Beyrouth et que les réfugiés affamés fuyent les ruines de leurs villes et villages il n'est pas facile d'être tranquillement assis et de tirer les conséquences du dernier raid israélien. C'est peut-être obsè- ne de le faire de la part d'Américains, vu le rôle essentiel des U.S.A. dans ces atrocités récentes. Le sentiment de désespoir et d'inutilité est renforcé par l'ensemble des informations de la presse US. C'est un écrivain Britannique John Le Carré, qui a donné un jugement honnête: «L'invasion était une monstruosité, lancée à partir d'arguments spécieux, contre un peuple qui selon les propres termes des Israéliens, ne constitue pas un danger militaire sérieux... C'est une ironie très cruelle que Begin et ses généraux ne soient pas capables de voir combien ils sont sur le point d'imposer à un autre peuple le critère honteux qui les frappa par le passé. Et le pire est que jusqu'à présent ils ont entraîné avec eux les Américains.»(1)

Ce dernier commentaire est très vrai en dépit des timides protestations. Tandis que la Communauté Européenne «a condamné vigoureusement» l'invasion israélienne et a demandé «le retrait immédiat et sans condition» de l'armée envahisseur, les U.S.A. furent les seules à imposer leur veto à la résolution du Conseil de Sécurité condamnant Israël pour avoir rejeté la dernière demande de retrait des troupes Israéliennes (2). Comme la presse l'a noté: «M. Haig a semblé montré des signes d'adoption de la cause israélienne» en disant par exemple aux reporters que «nous» avons perdu un avion et un hélicoptère, en parlant des pertes israéliennes (*New York Times*, 8 juin). Ce lapsus condense l'essence de la réponse du gouvernement des Etats-Unis. Dans la presse on lit des titres «les avions israéliens bombardent en représaille les positions de la guerrilla» ou «Israël bombarde les camps de l'O.L.P.». Mais en petits caractères on trouve que les villes sont détruites, les hôpitaux touchés, les quartiers résidentiels réduits en poussière. Néanmoins le *New Republic* nous assure que «cette affaire est menée selon Israël comme un combat entre soldats» et non comme la lâche O.L.P. qui attaque les civils (23 juin). La presse à sensation exprime très clairement l'attitude à peine voilée par le ton plus me-

suré des journaux sérieux. Un titre de quinze centimètres dans le *Boston Herald-Tribune* dit «des juifs de haut rang parmi les morts» alors que un centimètre est consacré au fait signifiant que «les raids de représaille israéliens tuent 210 personnes» (6 juin). *New York Post* donne en titre de dix centimètres «la liste secrète d'assassinats de l'O.L.P.» sur un photo de Beyrouth en flamme (5 juin). Les Arabes ont été présentés comme inhumains par une campagne de propagande spectaculaire réussie depuis plusieurs années. En conséquence, Israël peut massacrer impunément. Beaucoup d'individus peuvent se féliciter de ce succès.

Imaginons la réponse à l'Ouest si l'O.L.P. avait bombardé les populations Israéliennes en représaille pour la mort d'un guérillero tué par une mine dans le Nord d'Israël ou si les vedettes de l'O.L.P. avaient attaqué Haifa ou coulé des bateaux de pêche Israéliens près de la côte de Tel Aviv. Il n'y aurait pas de limites à l'horreur produite par ces actes rappelants les nazis, alors que les réactions dévastatrices israéliennes seraient critiqués comme malheureuses mais très

compréhensibles. Tout cela, et plus, a été rapporté dans la presse; sans donner de réponse. Ou pour être plus précis, il y a une réponse, représentée par le vote du Comité du Sénat aux Affaires Etrangères favorable à une augmentation d'aide à Israël dépassant les sommes importantes proposées par l'administration Reagan; et par un amendement présenté par le sénateur de Californie Alain Craston demandant que l'aide économique US à Israël couvre les dettes israéliennes, puisque comme il l'a dit: «Il est de notre intérêt d'avoir un Etat d'Israël fort économiquement et militairement en tant que premier allié dans la région» et «Israël ne doit pas suivre le même rythme» que les progrès militaires arabes (3).

LIBAN

L'efficacité à la prussienne de la machine militaire israélienne a causé une grande admiration aux Etats-Unis, fait qui mérite d'être plus souligné que je ne le fais ici. Encore que cela ne puisse être dit en ces termes, on a forgé une image d'Israël assiégée et ne désirant que la paix avec ses voisins puissants et méchants décidés à le détruire avec le soutien de l'U.R.S.S.. Comme en toute propagande, il y a une part de vérité qui cache une réalité fort différente. Il est remarquable de voir à quel point ces différents éléments sont présentés. Henry Kissinger, par exemple, est capable d'écrire dans ses mémoires qu'il avait raison de poursuivre sa politique de « freinage » en 1973 « jusqu'à ce qu'un Etat arabe montre son désir de se séparer des soviétiques », l'Arabie Saoudite. Les écrits universitaires tout comme les medias ont largement occulté dans l'histoire les initiatives israéliennes, appelées « repréailles » quand on les notait, dans l'échange de terreur et de violence existant avant et depuis la création de l'Etat d'Israël. En outre, le sénateur Cranston exprime exactement le sentiment dominant dans le gouvernement US lorsque il décrit Israël comme un atout stratégique. Depuis la fin des années cinquante, les planificateurs américains ont considéré un Etat d'Israël puissant comme une barrière contre le nationalisme arabe radicalisé, et plus récemment comme une base pour le pouvoir américain, et comme un allié valable bien au delà du Moyen Orient, en Afrique et en Amérique Centrale en particulier.

Alors que les rapports mutuels ont été hésitants, cette vision s'est renforcée quand Israël a montré sa force face aux menaces arabes à la domination US au Moyen Orient.

Moyen après la guerre de 1967, les deux grands groupes politiques en Israël se sont consacrés à l'intégration effective des territoires occupés. Avec l'arrivée au pouvoir de la coalition du Likoud et l'exclusion de l'Egypte du conflit, ces étapes ont été accélérées comme on le sait. Si le prétexte est la « sécurité » — comme pour toute action de tout Etat — les raisons sont différentes: contrôler des ressources précieuses d'eau, bénéficier d'une main d'œuvre bon marché et d'une influence commerciale, et posséder un territoire. La logique à long terme de ce programme est qu'une grande partie de la population sera déplacée d'une façon ou d'une autre. Comme l'ex premier ministre Yitchak, Rabin l'expliquait, Israël doit créer « des conditions qui entraîneront la migration naturelle et volontaire des réfugiés de la bande de Gaza et de la rive Ouest à l'Est de la Jordanie (4). La Jordanie doit devenir « l'Etat palestinien » qu'elle est déjà pour la propagande israélienne. Le spécialiste militaire israélien Ze' ev Schiff observait récemment que le général Sharon est poussé à attaquer le Liban « en pensant que le calme sur la rive Ouest ne peut être obtenu en renversant simplement Shak' a et Khalef, mais plu-

tôt en détruisant l'O.L.P. au Liban, et que la transformation de la Jordanie en Palestine se fera quand les Palestiniens seront déracinés du Liban » (5).

Un succès israélien au Liban peut donc être compris comme une étape pour réprimer plus efficacement dans les territoires occupés. Cela éliminera également les dernières oppositions à l'octroi de la pleine indépendance aux territoires occupés. Aussi faudra-t-il de nouveaux prodiges de casuistique pour justifier l'insistance israélienne pour les annexer ou les contrôler.

Quant au Liban depuis 1955, les stratégies au plus haut niveau en Israël visaient à le partager, en installant un régime chrétien au sud qui serait subordonné à Israël et lui donnerait le contrôle sur la rivière Litani (6). Ces plans sont en train de se faire.

Les buts à long terme sont beaucoup plus vastes. Shlomo Avineri, ex-directeur-général du ministère des Affaires Etrangères et « colombe » suggèrent qu'un Etat chrétien doit se faire au Liban « avec les zones musulmanes cédées par la Syrie », solution « indésirable mais peut-être préférable (7) Ze' ev Schiff souligne aussi que l'intérêt d'Israël est d'œuvrer pour une partition de l'Irak en Etat sunnite, chiïte et kurde, ce qui est une des raisons de l'appui israélien à l'Iran (8). Des plans semblables ont été envisagés pour la Syrie, et comme pour la « Jordanie palestinienne », il y aura toujours une cible potentielle pour un démembrement éventuel et une « provocation » comme celle appliquée au Liban ces mois ci.

Dans ce contexte, on ne peut écarter à la légère les propositions de la droite israélienne, qui faisaient sourire par le passé avant d'être réalisées par l'Etat. En février 1982 le bureau d'information de l'Organisation Sioniste Mondiale publiait un article d'Oded Yinon dans une revue décrite comme « l'expression idéologique de l'O.S.M. » (9). Yinon avance qu'Israël doit rétablir le statu quo existant au Sinai avant la « signature de Camp David qui est une erreur ». L'Egypte est faible (« un cadavre »), et les événements conduiront à la reconquête du Sinai par Israël. De plus le démembrement de l'Egypte serait « le but politique d'Israël dans les années 80 sur le front Ouest. Sur les autres front le Liban, la Syrie, l'Irak et la Péninsule Arabe doivent être aussi divisés en « facteurs » plus petits, religieux et ethniques, comme dans le Levant pendant la période ottomane. La Jordanie sera offerte aux Palestiniens, et la population des territoires occupés y émigrera: « Les Arabes en Jordanie et les Juifs dans les territoires à l'Ouest du fleuve ». Les deux peuples étant séparés il y aura une « vraie paix ». Tout cela est placé sur des fantaisies idéologiques et géopolitiques comme l'écroulement de l'Occident face à l'attaque de l'U.R.S.S. et du Tiers Monde un renouveau de l'antisémitisme qui fera d'Israël « le dernier refuge pour les juifs » etc. Israël seul à le pouvoir de résister à ces impressionnants défis à la

civilisation européenne en perdition, selon notre auteur.

L'auteur israélien Amos Elon voit dans cette publication et d'autres phénomènes « le déferlement de l'irrationnelisme dans notre existence collective » (10). On peut noter une telle irrationalité dans les cercles politiques les plus importants. Ainsi, le chef d'Etat-major Rafael Eytan déclare dans la revue officielle de l'armée que « si les Russes font

la guerre à Israël, les forces israéliennes vaincraient » (11). Ou à un niveau plus bas, le même Eytan a répondu avec arrogance à l'officier des forces de l'O.N.U. William Callaghan protestant contre l'invasion israélienne: « L'armée poursuivra sa mission que vous le vouliez ou non. » (12). Il y aura de l'irrationalité durant un bon moment, aussi longtemps que les U.S.A. seront prêts à appuyer chaque attaque militaire réussie, tout acte de répression dans les territoires occupés, chaque pas vers la création d'un grand Israël, ce qui ne fera qu'augmenter l'intransigeance et la violence d'Israël, jusqu'au moment où le désastre arrivera. Pas seulement en Israël mais sur le globe, ce qui n'est pas impossible au vue des conséquences d'un conflit sérieux dans cette région.

Noam Chomsky 14 juin 1982

NOTES

- 1) *Boston Globe* 13. 6. 82.
- 2) *Christian Science Monitor* 11.6. 82, *Boston Globe* 9.6. 82.
- 3) *Bernard Weinraub New York Times* 26.5. 82.
- 4) voir mon livre *Towards a New Cold War* chap. 9.
- 5) *Ha'aretz* 23.5.82.
- 6) Ibidem, citant les notes de Mosche Sharett. Pour des extraits et une discussion, voir Livia Rokach *Israël's sacred terrorism* association of Arab-American University Graduates, Belmont, Mass. 1980.
- 7) *Boston Globe* 11.6.82.
- 8) *Ha'aretz* 2.6.82.
- 9) Kivunim 2.82.
- 10) *Ha'aretz* 14.5.82.
- 11) cité de *Bamahaneh dans Ma'ariv* 27.12. 79, voir *Towards...* page 441.
- 12) *New York Times* 10.6. 82.



Que crèvent les héros

CETTE autre diaspora, est celle du peuple palestinien. Les récents événements du Liban nous placent face à la cruelle et bouleversante réalité vécue depuis 1948, date de la création de l'Etat d'Israël, qui au moment même de sa naissance s'employait à semer la terreur dans l'expulsion des Arabes palestiniens de leur terre, en leur niant le droit d'exister en tant que peuple.

Je voudrais que ce bref article, écrit après l'indignation et la colère première atténuée, ne soit pas uniquement destiné aux gens convaincus de la «question palestinienne». Celle-ci ayant pris la place toujours de la «question Juive»; mais aux membres de la communauté juive aveuglés depuis près de cent années d'idéologie sioniste à caractère politico-religieux.

Pour la première fois, des protestations émanant de ces membres réprouvent et condamnent la politique belliciste du gouvernement Begin, avec le soutien de l'opposition travailliste.

Qui pouvait imaginer, il y a quelques années que des membres de la communauté juive se seraient désolidarisés de l'Etat sioniste?

Issu de cette communauté, dont je suis coupé totalement, il m'est indispensable de dénoncer globalement et de façon précise l'idéologie sioniste (nationalisme exacerbé et mystification religieuse); l'amalgame entretenu par les médias assimilant les anti-sionistes aux anti-sémites; de m'efforcer de condamner le génocide perpétré en ce moment au Liban; d'affirmer que tous les juifs ne sont pas par réflexe conditionnés sionistes (fort heureusement) même s'ils ne sont que très minoritaires.

Le travail d'explication de longue haleine est parsemé d'obstacles, de résistances affectives, de certitudes ancrées pernicieusement par les pères fondateurs du sionisme politique du début du siècle. Pour l'exemple, parmi d'autres, foisonnant dans la littérature sioniste, celui d'Israël Zangwill auquel on attribue la paternité du slogan «Une Terre sans peuple, pour un peuple sans Terre» (cité par Eli Label dans les Juifs et la Palestine).

Cette terre de Palestine présentée aux Juifs des pays arabes comme espace vide à combler. Les sionistes utilisant tous les moyens pour transférer la future main d'autre de leur Etat. A noter qu'en l'année 1948, la terre était occupée de cent quatre vingt mille arabes, ainsi que de Juifs palestiniens.

Le peuple traversé par une histoire de persécution, a-t-il sombré dans l'oubli?

Face à l'Etat d'Israël, face au sionisme (nationalisme et mystification religieuse) soutenus par l'impérialisme américain, la lutte du peuple palestinien ne peut pas opposer un autre nationalisme, une autre mystification religieuse, un autre projet étatique s'appuyant sur l'impérialisme russe.

En conclusion, je dirai que les minorités juives solidaires du peuple palestinien doivent continuer à avancer dans la critique de l'idéologie politique sioniste, laquelle commence à se fissurer laissant tomber le masque de son véritable visage.

ATTALI Robert

AUX Malouines, ils vont sans doute s'arrêter à quelques centaines, ou milliers de cadavres. Une petite affaire, si on la compare à ce qui vient de reprendre au Liban sans avoir jamais vraiment cessé (et ici, il n'y a pas que des militants que meurent, à ce que ce passe aussi en Irak, et un peu partout. La guerre et les armées traditionnelles ou populaires qui la mènent, font partie de notre vie quotidienne. Au Liban, les soldats israéliens, lorsqu'ils ont bien tué, prennent leur voiture pour aller faire un petit tour chez eux, embrasser leur petite famille, comme le ferait tout honnête travailleur en déplacement; la morte se donne un spectacle. Nos écrans de télé sont inondés de sang banalisé. Sang d'Arabe, de Juif, de Noir, d'Indien d'Amérique Latine, il a pris une teinte d'une curieuse irréalité. C'est notre bain de peinture rouge. Ce n'est qu'à la suite d'un effort intellectuel que nous réalisons qu'il s'agit du même sang qui coule dans notre corps que chaque cadavre s'accompagne de l'odeur putride de sa décomposition, que chaque mort est la fin d'un monde.

Je ne plaindrai pas les soldats anglais ou argentins. Soldats de métier ou volontaires, ils ont ce qu'ils ont cherché. De gens assez bêtes pour être prêts à mourir ou à tuer pour une idée aussi abstraite que celle de souveraineté nationale ne méritent pas une larme. Je n'admire pas non plus les exploits des héros, aviateurs ou autres; il ne s'agit pas d'un jeu, et tuer n'est pas un exploit sportif. Il me paraît complètement fou que des gens perdent de vue leurs intérêts propres, leurs désir de vie au profit d'idées et de mots. Les gouvernements, quant à eux, savent bien ce qu'ils font, quand ils agitent un vieux drapeau, torchon ramassé dans la boue des compromissions et des accords secrets, qui fait taire la lutte concrète des gens et leurs désir de vivre mieux, qui éloigne la révolte possible au profit d'une folie meurtrière et moutonnaire.

Peureux et ratatiné, l'Etat giscardien nous avait habitué à un certain manque de rigueur intellectuelle. Certes, on mettait en prison des gens qui refusaient l'armée, et on les y maintenant, mais c'était devenu une sorte de routine, visant à maintenir à tous prix un ordre

qui s'écroulait, sans trop y croire. Parallèlement, on s'acheminait doucement vers une armée de métier, beaucoup plus efficace et rentable, tant à l'extérieur que surtout à l'intérieur. Ça aurait été, en somme la garde prétorienne d'un régime décadent.

Nos dirigeants de «gauche» ont, eux, de grands dessins. Il s'agit, ils nous l'ont dit, de réconcilier la nation avec son armée. Une idée abstraite avec une réalité, elle, bien concrète. Une réalité faite d'abrutissement, de haine institutionnalisée. Tout cela est enrobé de mots grandiloquants. On ne se cache pas de vouloir revenir aux sources, à la révolution française. L'exemple est bien choisi et significatif, puisque cette armée après avoir répandu la mort un peu partout, sous prétexte d'imposer la liberté, a préparé le bonapartisme. Une vieille idée, également agitée par certains gauchistes qui parlent, ou parlaient d'armée populaire. Comme si une armée pouvait être d'une nature autre que fasciste. Il n'y a pas d'exemple que l'armée soit intervenue autrement que à l'extérieur pour soutenir les intérêts économiques et stratégiques des dirigeants et, à l'intérieur, pour renforcer un ordre menacé, ou pour y substituer un ordre encore plus totalitaire, l'exemple plus récent étant celui de la Pologne. Il n'y a pas d'exemple que les troupes aient fait autre chose qu'obéir à des ordres venus d'en haut. Les seules possibilités de rébellion, à l'intérieur de l'armée, n'ont jamais été qu'individuelles. Cette idée d'armée nationale ou populaire n'est qu'un vieil oripeau qui traduit, selon qui l'agite, soit la duplicité, soit la bêtise. Mais ce qui est inquiétant, c'est tout le processus d'embrigadement qui est alors sous tendu. Dans ce domaine, Hernu a des comportements qu'un homme de droite n'aurait jamais osé. Ses déclarations sont assez claires et pourraient toutes être citées. Rappelons simplement la manière odieuse qu'il peut avoir de présenter un enfant comme un «de ses futurs soldats», comme il l'a fait sans humour, lors d'une interview à «Sept sur Sept». Il y a des petites phrases qui ne peuvent tromper sur leur auteur, et le désignent comme un partisan virtuel, mais évident, de tous les pouvoirs totalitaires.

MALOUINES

Il ne s'agit pas seulement de mots et de déclarations d'intention. L'armée est l'enfant chéri de notre gouvernement de «gauche». Son budget est en constante augmentation, et toutes les assurances ont été données quant au développement des armements tant «classiques» que nucléaires. Mitterrand s'enorgueillit de ce que la France tient bien ses engagements militaires au sein de l'OTAN. Nous sommes donc, nous aussi, en état de guerre latente puisqu'une grande partie de notre économie fonctionne dans la perspective d'un affrontement global. Encore une fois, les armes ne sont pas des jouets, et lorsqu'on en fabrique sans arrêt, il n'y a pas lieu d'être étonné si elle servent un jour. L'armée est également un des rares corps de fonctionnaires dans lequel il n'y a pas eu de menace d'épuration, la continuité dans l'avancement a été, au contraire, bien soulignée. S'il s'était agi d'une tentative pour se concilier l'armée et s'en faire une alliée, on peut dire d'avance que ça risque d'être raté. Toutes les armées, en tant qu'institutions, ont toujours soutenu sans détour la droite; l'exemple, pas si ancien, du Chili, devrait être parlant.

Plus vraisemblablement, on peut prendre au sérieux les déclarations jacobines des gouvernements socialistes et leur grand projet politique. On s'achemine ainsi vers un régime totalitaire soutenu par deux piliers principaux: une armée de métier, militairement efficace, en cas de coup dur, surtout à l'intérieur, et, parallèlement, un service militaire qui ne sera qu'une étape dans un processus d'embrigadement qui commencera à la naissance pour finir à la mort, et encore, ce n'est pas sur, car les cadavres peuvent toujours servir.

On cultivera donc les héros. Ils sont bien utiles à l'économie capitaliste, et ils servent d'alibi à toutes les saloperies sordides, à tous les massacres qui se perpétuent de ci, de là.

Alors, aux Malouines ou ailleurs, dans toutes les armées, que crévent les héros en leurs exploits sanglants! C'est ce qu'ils aiment et ce à quoi ils se préparent, et ça fera toujours ça de moins de torture des opposants argentins, ou à massacrer des civils irlandais. Qu'ils se massacrent mutuellement dans leur grand jeu, et je ne saurais trop conseiller aux civils qui trouveraient malencontreusement dans les parages, d'assassiner lâchement ceux qui survivraient encore.

Qu'ils cassent leurs beaux jouets, ce sera toujours autant qui ne pourra être utilisé contre les populations civiles (encore que les capacités des pays industrialisés à fournir des engins de mort paraissent inépuisables).

Pendant ce temps, les laches que nous sommes essayeront de construire ensemble leurs vies. Ils introduiront dans l'édifice totalitaire des fissures qui amèneront son écroulement: aucun gouvernement ne pourra jamais contrôler la multitude de nos vies et tous nos rêves. Contre toute espèce d'organisation de genre para-militaire, l'Etat et son armée ne pourraient être que les plus forts;

contre la multitude de réseaux de vie, ils ne peuvent qu'être impuissants. Si nous refusons les valeurs dominantes, et leurs règles du jeu, si nous nous organisons en réseaux fluctuants, provisoires et indéfinis, ou infinis, le terrain que nous nous opposerons à l'Etat et à ses milices armées ne lui sera pas connu. Les militaires ne savent que tuer ou mourir; nous refusons tout héroïsme et tout sacrifice; face à notre détermination à vivre, ils risquent de se trouver désarmés.

BORDELINÉ

Depuis que ce qui précède a été écrit, la guerre des Malouines s'est terminée. Et il semble bien que comme les autres, j'ai été pris à la propagande de la junte militaire argentine. Un élément déterminant dans la fin de cette guerre a été l'attitude du contingent argentin, apparemment fort peu combattif, et qui a bien compris que les vies concrètes valaient mieux que les idées auxquelles on prétendait les sacrifier. Il semble

aussi que les manifestations «d'unité nationale» aient été surtout le fait des portes-paroles de l'opposition. Que le désir de paix n'ait trouvé de possibilité d'expression

massive que lors de la visite du pape ne signifie pas qu'il soit lié à celle-ci, mais que existant à l'état latent, il n'a pu trouver que cette occasion pour s'exprimer publiquement, même si c'est de façon minoritaire.

Cependant, l'armée d'Israël, plus efficace que l'armée syrienne, mais semblable fondamentalement, continue son œuvre de mort. Cependant, avant de sauter, Galtieri aura encore le temps de réprimer et de torturer. Cependant, l'armée anglaise pourra continuer à prouver son efficacité en Ulster. Encore de beaux jours pour l'industrie française d'armement, en attendant que nos «futurs soldats» deviennent grand, aillent se faire massacrer dans un Tchad quelconque, pour la grandeur de la France.

B.

LES MALOINES: VISION LIBERTAIRE ARGENTINE

LA revue *Comunidad de Stockolm*, dont le principal noyau est formé d'Uruguayens, a donné dans le numéro 30 de mai-juin 1982 des analyses de camarades argentins, dont voici des extraits.

D'abord une analyse sociale, à partir d'un rapport de 1977 du *Geographical Journal* de Londres, que Pedro Rojas résume ainsi: «*La population des Malouines constitue une petite société dépendante, qui paie le double d'impôts à la Grande-Bretagne que ce qu'elle reçoit en aide pour son développement, et qui exporte plus de bénéfices en Angleterre que ce qui est réinvesti. (...) il n'y a pas d'écoles, les instituteurs se déplacent à cheval entre les hameaux*» (il n'y a pas de routes). Tous les habitants dépendent d'une seule compagnie exportatrice de laine et de cuir de mouton. Le rapport indique qu'il y a des possibilités de développer le tourisme, la pêche, l'industrialisation des algues. Il signale la présence de pétrole, et souligne que «*le potentiel de pêche est supérieur au total des captures de la Grande-Bretagne aujourd'hui*». Il y a en particulier le krille (sorte de crevettes), très riche en protéines «*et irremplaçable pour la nourriture de l'avenir*». Mais le développement de ces capacités poserait un problème socio-politique car ceux qui iraient travailler aux Malouines seraient «*des Portugais, des Grecs, des Espagnols et des Sud-Américains*».

Dans un autre article de *Comunidad*, Jaime insiste sur la découverte de la réalité argentine par la Grande-Bretagne: alors qu'un éditorial du *Times* de fin mars proposait d'aider la Junte, à partir du 2 avril, l'Argentine devient un nid de nazis, auquel la R.F.A. donne des moyens de se doter de l'armement nucléaire. En plus, c'est une dictature militaire. Curieusement, les Anglais oublient d'indiquer qu'ils vendent des armes en Argentine (2 navires de guerre vendus en 1979 et, depuis la même année — curieuse coïncidence —, les réfugiés politiques argentins ne sont plus admis en Grande Bretagne).

Des notes brèves décrivent également l'attitude de l'Argentine par rapport aux Malouines. Pendant un siècle, l'Argentine — comme gouvernement — s'est placée sous la domination anglaise: Les réactions anti-anglaises commencent avec le péronisme. En 1967, des nationalistes détournent un avion, arrivent aux Malouines, hissent le drapeau argentin. Mais le gouvernement de Buenos Aires les «oblige à capituler» et les fait condamner au maximum possible. Le prince Charles, qui se trouvait à Buenos Aires, est invité à jouer au polo avec le chef du gouvernement et le ministre des Affaires Etrangères de l'époque — un certain Costa Mendez — ne parle pas du tout des Malouines comme territoire argentin.

La revue signale, enfin, la manifestation de 450 réfugiés argentins contre l'aventure militaire actuelle qui fut ignorée par les médias suédois, alors que celle de 12 exilés de droite pour appuyer la Junte eut droit à la «une» des journaux.



Vivre autrement

Les éditions Stock ont publié *Ils vivent autrement* d'Ingolf Diener et Eckhard Supp, dont l'ouvrage a été présenté dans les médias par Daniel Cohn Bendit. Le camarade Octavio Alberola a eu la gentillesse de nous passer le texte d'une interview de Dany faite pour *El Viejo Topo* de Barcelone. Nous en faisons de larges extraits.

Pour situer d'abord la situation en Allemagne où le mouvement alternatif est si puissant, il faut savoir que la situation y est différente. La tradition prolétaire a été détruite par l'hitlérisme. Le parti communiste est inexistant et discrédité à cause de l'Allemagne de l'Est. A partir de 1967 avec le bouillonnement des manifestations étudiantes, les premières communes apparaissent.

Actuellement, il y a une ampleur réelle dans les grandes villes. On estime qu'il y a une trentaine de milles de communautés d'habitation, dans les 170 périodiques qui tirent à 1600 000 exemplaires au total. Si le cas de Berlin Ouest est très connu, même dans une ville moyenne comme Francfort, sur 600 000 habitants, on a 25 000 à 30 000 personnes dans la mouvance alternative.

C'est sur cette base sociale que le terrorisme politique s'appuyait et c'est de là aussi que part le mouvement écologiste et pacifiste en gagnant sur les couches «classiques». Pour Dany, cette vigueur vient du fait que les sociaux-démocrates sont au pouvoir depuis 1969, et que toute illusion sur eux et sur un changement par le haut se révèlent impossibles. Il pense qu'avec l'incapacité semblable du PS en France de faire des réformes véritables, on va voir se développer dans le futur un mouvement alternatif français. (notes prises le 20 avril à Paris pendant un débat avec Diener, Supp et Cohn Bendit).

Penses-tu que ce changement est suffisamment «radical» pour créer dans le système actuel de domination un espace de «vraie vie» ?

Il faut faire attention avec la notion «est-ce que c'est vraiment radical, est-ce que c'est vraiment une rupture définitive», je n'en sais rien. Pour moi, c'est une approche pragmatique devant une situation inextricable qui est que le militantisme traditionnel n'est pas vivable «ad infinitum» et que toutes les perspectives politiques traditionnelles dites révolutionnaires n'ont pas de prise dans la société actuelle pour un tas de raisons qui sont liées et à la société et aux idéologies révolutionnaires. Face à cette situation, je crois effectivement que lier une pratique de vie quotidienne et une pratique de militantisme politique permet de développer quelque chose de

RFA

nouveau et en ça je crois que c'est un ferment qui est une critique radicale de la société post-industrielle dans laquelle on vit.

Et le militantisme subsiste pour ne pas oublier l'Histoire.

Il reste en effet des formes de militantisme pour certains, pour d'autres non. Je peux parler de moi: je continue à militer, même si mon militantisme ne ressemble plus à ce qu'il a été avant. Et si aujourd'hui je suis, disons pour choquer les bonnes âmes anarchistes, pour la participation aux élections, c'est que je crois qu'un changement social et politique peut aussi passer par ces formes d'expression. C'est-à-dire militer dans des mouvements de masse, tels que l'antinucléaire, l'occupation des terres, la lutte contre l'implantation des centrales, etc...; le mouvement des squatts et le mouvement de participation électorale ne me paraissent pas contradictoires.

Laissons de côté les élections, quels sont les fondements concrets de cette nouvelle vie? Quelles sont les différences avec les valeurs du mouvement antérieur?

Concrètement il s'agit d'un réseau de collectivités — d'habitats ou de coopératives autogestionnaires — qui permet aux gens d'avoir une pratique d'autogestion qui n'est pas liée au processus révolutionnaire, comme ce fut le cas pendant la révolution espagnole avec les grands collectifs agricoles. Aujourd'hui les alternatives développent des structures de vie qui mettent en valeur un certain égalitarisme, un certain collectivisme, tout en gardant une liberté individuelle totale. Ça permet de vivre sans être réduit à la famille traditionnelle, en conservant les acquis positifs que peut avoir une famille: sécurité, chaleur... Ce ne sont donc pas des valeurs nouvelles mais ce sont des valeurs qu'on essaie de mettre en application, sans attendre les lendemains qui chantent.

Il n'y a pas d'image bien définie de la vraie vie?

Je veux dire que la vie est un mouvement perpétuel d'expérimentations et non pas simplement de recherches intellectuelles.

Ça pose le problème d'une nouvelle stratégie pas seulement au niveau du quotidien, mais au plan politique.

C'est très compliqué, car une nouvelle stratégie veut dire que l'on a un peu une maîtrise de la réalité sociale dans laquelle on vit. Et je prétends qu'aujourd'hui on maîtrise très peu cette réalité. On a des intuitions, il existe des mouvements, mais il y a une remise en cause de tout. Par exemple, en anarchiste traditionnel, on est pour la destruction de l'Etat, c'est évident, l'autogestion généralisée à tous les niveaux... Tu vois le processus de la révolution iranienne, et tu te dis que s'il y avait un état de droite, ça irait mieux pour eux, parce que vu l'Etat reli-

gieux c'est assez effarant. L'Etat existe et mon problème est une position pragmatique de stratégie: comment repousser l'Etat. C'est-à-dire développer les garanties collectives et individuelles le plus loin possible, et repousser l'Etat hors de la tête et de la pratique des gens.

Attention «détruire l'Etat», «l'autogestion généralisée», ça part de l'idée à priori que tout le monde a envie de tout gérer, ce qui est faux. J'ai pas envie de m'occuper de tout; donc il faut qu'il y ait un médiateur organisationnel, institutionnel qui permette à la société de dire: on est contre la délégation du pouvoir — ce qui est traditionnellement anarchiste — mais on n'a pas envie de s'occuper de tout. On délègue toujours automatiquement quelque chose. Une nouvelle stratégie devrait partir d'une réévaluation d'une nouvelle société, et pour moi, c'est une société fondamentalement conflictuelle.

Peux-tu préciser?

La démocratie bourgeoise a permis un certain type de possibilité de conflits, comment les pousser à fond? Mais il restera pour longtemps encore un résidu d'Etat, donc ça pose le problème de quel sera le type de pouvoir dans cet Etat. A partir de là, il faut une double stratégie: l'émancipation individuelle à la base, protégée par une prise de pouvoir institutionnel. Et là, le problème est le suivant: où c'est la traditionnelle prise de pouvoir révolutionnaire par les masses, où c'est le pouvoir à un nouveau consensus par des majorités parlementaires. Je ne vois pas d'alternatives entre les deux.

C'est une stratégie propre aux alternatives?

Oui et non. Je parle comme un pôle de cette mouvance, mais le mouvement alternatif c'est un mouvement anar très libre et très divers dont je ne peux donner une image parfaite. Dans le parti écologiste, il y a une frange du mouvement. Il y en a une autre beaucoup plus révolutionnaire.

Y a-t-il des structures qui décident d'objectifs prioritaires?

Non, il n'y a pas de structures d'exclusions. Il y a des courants plus ou moins majoritaires, dans le sens que tel courant représente une importante partie de cette mouvance.

Que proposent les alternatives pour les revendications immédiates?

Ils posent tout le problème de la qualité du travail, du mode de production, de ce qu'on veut faire. Quant au chômage, en changeant les rapports économiques et en répartissant le travail, on peut le résorber et satisfaire les besoins.

Les nôtres ou ceux de la société de consommation?

C'est un problème insoluble, il faut en débattre, par exemple, c'est une abhération que tout le monde ait sa voiture;

on peut avoir des voitures collectives dont on se sert par moment et qui durent dix ou vingt ans. On ne dit pas, on veut tout changer tout de suite, mais on pose des axes de transformation qui remettent en cause le fonctionnement de cette société, tout en avouant qu'il y a des acquis qu'on veut défendre.

N'est-ce pas un repli en acceptant de petits changements quotidiens au détriment d'un bouleversement à longue échéance?

C'est exactement le type de critiques qu'on fait les purs et durs contre l'école de Gaby (*frère de Dany Cohn Bendit, NDLR*): «votre petite école, un lycée expérimental, ça va empêcher la révolte générale contre les lycées.» S'il y a une révolte générale, on verra bien quel sera le rôle de ce lycée expérimental. La réalité c'est qu'il y a une centaine d'élèves qui ne font pas la révolte des lycées mais qui se sentent mal dans leur peau. Ça leur donne une possibilité d'avancer. C'est un petit truc qui peut donner satisfaction aux élèves et aux professeurs, mais ça ne veut pas dire qu'ils arrêtent de critiquer l'enseignement.

Crois-tu que les alternatives prennent relais du prolétariat comme sujets historiques pour réaliser la révolution?

Pas du tout: je ne remplace pas les vaches par les moutons. Je dis que maintenant on a trouvé quelque chose. Le problème est de savoir quelles sont les forces sociales qui bougent aujourd'hui. Avant c'était la classe ouvrière, maintenant la transformation sociale se fait par à-coups: il peut y avoir dans la classe ouvrière tout d'un coup un élan, une union à d'autres groupes sociaux pour créer cet explosif mai 68. Mais ces rythmes sont complexes. Le mouvement alternatif ne passe pas hors des classes: il essaie de poser le problème de manière subjective: tu peux choisir, que tu sois ouvrier, fils d'avocat ou fils d'ingénieur, tu peux choisir ta dynamique, tu deviens un ferment à tous les niveaux de la société. Mais le sujet révolutionnaire, c'est la majorité des gens, et le changement c'est un débat dans la tête des gens.

Vous excluez tout type de violence?

Dans le mouvement écologiste, contre les centrales nucléaires, les extensions d'aérodromes, tu as toute une série d'actions violentes très controversées dans l'intérieur du mouvement. Tu as des gens d'accord, d'autres pas, c'est la vie.

Et la guérilla urbaine des groupes révolutionnaires?

Ça c'est autre chose: c'est un mouvement complètement extérieur qui fixe toute l'attention sur l'Etat, la répression. Il crée un climat idéologique qui pousse tout le monde à des réflexes, à des pré-réflexes. Ça n'amène aucune ouverture c'est un blocage de la société. En même

(suite page 23.)

Médecins, santé et fric

Début décembre 1981, un copain parisien d'IRL a rencontré le docteur Dim, membre du SMG, Syndicat de la Médecine générale. Après quelques généralités touchant à la Sécurité Sociale, il l'a questionné plus longuement sur les orientations de son syndicat.

"Depuis quelques années, la Sécurité Sociale, issue de la Libération, a changé dans son esprit. Son Conseil d'administration — dans lequel les syndicats ouvriers avaient à l'origine une part prépondérante — a progressivement été dominé par le patronat, aidé en cela par les syndicats corporatifs médicaux et par FO.

Quelles sont les réactions face à la réforme attendue de la médecine?

Devant le projet de supprimer le secteur privé dans les hôpitaux, un regroupement intersyndical est apparu : Solidarité Médicale (SM) dirigé par le professeur Bernard Debré (famille bien connue de nos lecteurs). Ce mouvement a présenté quatre axes de lutte : « la qualité des soins, le libre choix du médecin par les malades, la formation des étudiants et la dignité de la profession ». En fait, n'importe quel médecin défend de telles positions et il s'agit uniquement pour SM de conserver le statu quo de la médecine avec ses privilèges et ses profits. La Confédération Syndicale des Médecins Français (CSMF) a refusé de rejoindre SM et a accepté de dialoguer avec le nouveau pouvoir. Mais certains de ses membres — par exemple regroupé dans le Syndicat médecine de groupe — essaient



FRANCE

de pousser plus à gauche. Enfin, les médecins spécialistes ont d'évidentes sympathies pour l'ultracorporatisme sans affirmer de positions tranchées.

Qu'en est-il de la presse médicale ?

Elle se compose de 250 à 300 revues. Ces journaux équilibrent leur budget avec des publicités pharmaceutiques, sauf deux d'entre eux : « L'Impatient » et « Pratiques ». Leur orientation politique est souvent bien nette : elle va dans le sens d'une sauvegarde des privilèges. La presse classique est utilisée dans le même but. Par exemple, un sondage du « Nouvel Observateur » a « prouvé » que 75% des français sont pour le système actuel et que seuls 5% sont mécontents.

Comment apparaît le corps médical sur l'échiquier politique ?

Comme une avant-garde dans la lutte contre le socialisme. La droite agit l'épouvantail de la nationalisation de la médecine, alors qu'il n'en est pas question. La médecine, avec le pluralisme de l'exercice des soins, n'est pas mise en cause. Le pluralisme veut dire qu'on a des hôpitaux publics et des cliniques privées, des médecins conventionnés et non conventionnés (nous ne sommes pas d'accord avec ça, mais c'est un autre problème), des médecins salariés et libéraux... On essaie d'élargir ce pluralisme. Donc, l'histoire de la « nationalisation à l'anglaise », qui n'était pas dans le programme du PS, ne se pose pas. Le point le plus avancé du PS concerne les Centres de santé intégrés, qui constituent une forme expérimentale.

Pourquoi mettre en avant le corps médical dans la lutte politique ?

Dans son immense majorité, le corps médical, par son origine, ses intérêts professionnels, ses privilèges, le mandarinat et les castes, est sinon réactionnaire, du moins à droite. C'est donc un allié sûr de la droite. Ensuite, il ne faut pas oublier que l'un des aspects, discret, du pouvoir des médecins sur les malades consiste à les influencer politiquement : par exemple, nous avons reçu un jour une lettre du docteur Sauvy — président d'une formation médicale appelée l'UNAM. Elle incitait les 50 000 médecins français qui recevaient chacun au moins 20 malades par jour à leur parler pour éviter des « gaffes » pendant les élections. Ce même Sauvy et son UNAM ont tenu une réunion à Paris — dîner de gala au Bois de Boulogne, fourrures et tout le reste — où ils ont invité le Club de l'Horloge pour défendre la liberté des médecins. Le fameux professeur Debré y a été applaudi. Le gala était présidé par Chirac. Ces gens-là accusent les autres de faire de la politique, et eux, que font-ils donc ?

Dans le panorama médical, comment se situe le groupe auquel tu appartiens ?

La CSMF est toujours majoritaire. Cette confédération est en principe apolitique, mais elle se situe au centre droit. Une autre association s'est placée encore

plus à droite. Les quelques éléments de gauche étaient auparavant à FO, à la CGT et à la CFDT. Il y a une quinzaine d'années s'est créé le Syndicat médecine de groupe qui, d'abord plus à gauche, s'est finalement affilié à la confédération officielle, perdant de son caractère, mais pas trop de son dynamisme. Un autre syndicat, appelé FNOF (fédération des omnipraticiens), essaie depuis quelques années de prendre ses distances par rapport au traditionalisme corporatiste. Nous, nous sommes considérés comme un groupement d'extrême-gauche. On nous accuse de faire de l'idéologie ouverte. Nous existons depuis les 19 et 20 avril 1975 comme Syndicat de la médecine générale. Ce syndicat a été formé par une cinquantaine de jeunes médecins, la plupart étudiants en 1968, qui avaient essayé de se regrouper dans le Planning familial, le GIS, le MLAC, les Comités de santé...

En 1975, ils ont considéré qu'ils pouvaient faire quelque chose sur un plan purement médical. Le SMG n'est pas à proprement parler un syndicat dans la mesure où il n'est pas fait pour défendre les intérêts de ses adhérents et cherche de s'ouvrir aux paramédicaux, aux usagers. C'est une espèce de laboratoire de recherche de nouvelles formes de médecine. Il a formulé les critiques les plus systématiques vis-à-vis des grands fleaux du corps médical : l'Ordre des médecins, l'industrie pharmaceutique, la prise en main de la Sécurité Sociale par le patronat... La santé étant étroitement liée à l'organisation de la société, la satisfaction de ce besoin fondamental ne pourra être obtenue que par un changement profond de la société toute entière. Le Syndicat médecine de groupe et celui des omnipraticiens font une analyse convergente.

Comment fonctionne le SMG ?

Pour éviter toute sorte de bureaucratiation, à chaque Congrès, les syndiqués élisent la « Commission Exécutive » (CE). Chaque militant a le droit d'assister aux réunions mensuelles, de discuter. Il n'y a donc pas de cloisonnement entre les organismes dirigeants et la base. Auparavant, personne ne pouvait se présenter plus de trois fois à la CE. Depuis cette année, vu notre petit nombre, celui qui est retourné trois années à la base a le droit de se représenter. La CE, où chaque région a son représentant, gère les affaires du syndicat en dehors des congrès... Le Comité de rédaction de notre revue « Pratiques » a son représentant à la CE. Enfin, le Bulletin intérieur informe les militants des réunions de la CE.

Tous les militants sont bénévoles, mais on paye deux secrétaires « et demi » dont une ne fait que le Bulletin intérieur. Depuis un an, on a lancé une souscription et acheté un local de trois étages. Nos cotisations sont beaucoup plus lourdes que celles des autres syndicats : elles sont proportionnelles à nos revenus. On compte à peu près un dixième du revenu mensuel comme cotisation annuelle.

Quelle est la position du SMG par rapport à la médecine libérale ?

Dans notre revue « Pratiques », on essaie de trouver de nouvelles formes pour éviter le paiement à l'acte, parce que les rapports entre le malade et le médecin peuvent être compromis par le côté commercial. Pour les médecins libéraux, cet acte de payer donne une indépendance aux médecins et aux malades. Pour nous, cela crée une certaine gêne ; de plus, cela incite les médecins à augmenter le nombre des actes médicaux, certains arrivant à 60-80 actes par jour. Cependant, on ne peut faire autrement pour le moment, parce que dans le cadre de la Sécurité Sociale, sauf en devenant salarié, on n'a pas la possibilité de faire une autre médecine.

La médecine salariée n'est pas non plus égalitaire ; sa bureaucratie rend anonyme les individus, médecins comme malades. L'expérience de la médecine étatisée des pays de l'Est, de l'Angleterre ou même de certaines parties de l'Allemagne, ne nous satisfait pas plus. On s'interroge toujours sur les formes à donner à la médecine. En ce sens, l'échange à travers nos réunions de nos différentes pratiques quotidiennes constitue un vaste champ d'expériences.

Quels autres types de structures existent ?

Les centres de santé, soit mutualistes, soit gérés par les communes ou diverses autres caisses : les médecins y sont salariés et la médecine est gratuite par le système du tiers payant ; les cabinets de groupe : les malades ont le choix du médecin, le plateau technique est amélioré, mais le paiement à l'acte subsiste ; enfin, le projet socialiste de Centres de santé intégrés (CSI) ; les Groupements d'exercice fonctionnels (GEF) proposés par la FNOF.

Le SMG propose aussi, depuis 1975, des Unités sanitaires de base (USB) ; il s'agit d'associer dans une même unité de quartier médecins, paramédicaux et usagers, de créer avec eux une sorte de Conseil d'administration de l'USB. Pour éviter le rapport d'argent entre médecin et malade, l'USB crée une caisse commune et les médecins sont les salariés du Conseil d'administration. On essaie en même temps d'appliquer le principe du tiers temps (temps partagé entre l'activité curative, la prévention et la formation permanente). Pour financer le projet, au départ, on cherche le soutien des communes, des caisses mutuelles, des associations d'usagers, etc... Actuellement, quelques dizaines d'USB sont prêtes à fonctionner.

On tente de marier utopie et réalité immédiate. Ce n'est pas par hasard que la revue s'appelle « Pratiques ou les cahiers de la médecine utopique ».

Il est possible d'échapper au système instauré par la médecine de profit. C'est ce que nous faisons : notre revenu mensuel est très inférieur à celui du médecin « moyen ». De quelle façon ? Par exemple, par la « médecine lente ». La moyenne en France, je crois, c'est six minutes . . .

malade pour chaque médecin. Six minutes, ça va pour une angine, mais pas pour un problème plus compliqué. Nos consultations font au minimum de vingt à trente minutes, parce qu'on essaie de se placer dans la médecine de «l'être total», de voir son comportement dans le travail, dans la famille. Une dépression ne tombe pas du ciel, il y a une explication : des problèmes sexuels, des conflits de génération, un rythme de travail. Tous ces problèmes, on peut les résoudre en collant des tranquillisants, mais c'est une solution à court terme.

Comment vous comportez-vous face au malade ?

Nous ne voulons pas démissionner de notre rôle de technicien et de conseiller. Chacun de nous accepte sa responsabilité quand il faut donner un diagnostic et faire une thérapie. Mais on essaie de réduire notre rôle en rendant un peu plus responsables les malades de leur propre santé, en leur expliquant pourquoi on utilise tel ou tel médicament, pourquoi les syndromes sont arrivés. Dans notre société, les individus ne se prennent pas en charge, ni dans les partis politiques, ni dans les syndicats où le vote constitue le seul acte possible, encore moins dans le travail. La plupart des médecins utilisent ce pouvoir de démission, d'infantilisme, d'immaturité, d'irresponsabilité pour appuyer et jouir de leur pouvoir.

Nous, on essaie de démystifier, de désacraliser ce pouvoir en travaillant avec les paramédicaux, les infirmiers, malgré la diversité des formations. Il est difficile de travailler avec les «usagers», c'est-à-dire les malades qui ne le sont pas en permanence (en principe!).

On a tenté de former des associations d'usagers. Personnellement je n'en suis pas très satisfait, parce que c'est les tenir comme «malades potentiels», c'est-à-dire les hypermédicaliser, contrairement à notre attente.

Y a-t-il des regroupements politiques à l'intérieur du SMG ?

On les refuse. Nous sommes trop minoritaires pour nous fractionner. Influencés par mai 68, nous avons une optique anti-hiérarchique et antidogmatique. Il n'y a pas de gens de droite, ni même, je pense, de gens du PC. Nous refusons à l'intérieur du syndicat toute critique sur l'appartenance politique de chacun.

Comment envisagez-vous les rôles respectifs des médecins généralistes et spécialistes ?

Il y a six ans, on a mis l'accent sur le rôle du médecin généraliste qui est au bas de la hiérarchie. La spécialisation a toujours tendance à morceler le malade qui n'est jamais appréhendé dans sa totalité, ce qui peut entraîner des erreurs de diagnostic même chez les plus grands spécialistes. Le médecin généraliste fait seulement office de «dispatcher». On a consacré plusieurs numéros de la revue sur la nécessité pour le médecin généraliste de comprendre son malade, d'avoir des conversations avec lui, de connaître

sa famille, son cadre de vie... On a considéré que la plupart des actes médicaux doivent, peuvent être faits par un généraliste, y compris des examens simples (frottis vaginal, doppler...).

Périodiquement, la médecine, en France et ailleurs, découvre les vertus et les nécessités du médecin de famille. Mais cela ne change rien à la hiérarchie et aux privilèges qui lui sont attachés. Si notre position et notre critique sur le médecin spécialiste étaient et restent justes, il ne faut pourtant pas nier les nécessités des nouvelles techniques et l'obligation, même pour les généralistes, d'avoir recours à quelqu'un qui connaît un domaine mieux qu'eux. Donc il ne faut pas rejeter les spécialistes, comme a failli le faire le SMG.

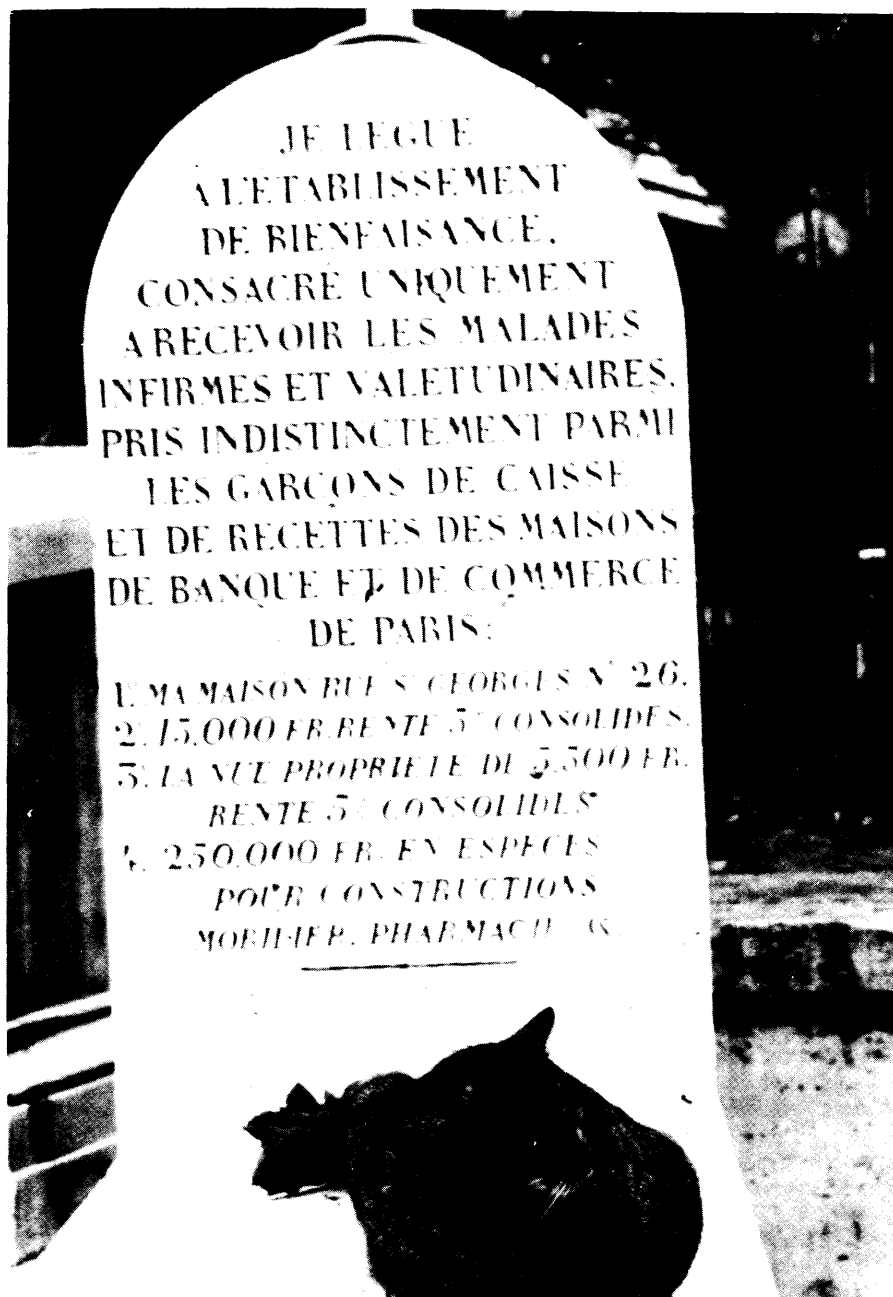
De plus, on s'est aperçu avec étonnement que notre charte est acceptée par des spécialistes. Depuis deux ou trois ans, il s'est formé parallèlement à nous des groupements de médecin du travail, médecins de prévention, médecins hospitaliers, kinésithérapeutes, infirmiers, médecins spécialistes, qui essaient d'adapter les propositions de notre charte à leur travail.

Actuellement, quels sont vos principaux axes de lutte ?

Il y a quatre ans, notre président a publié une étude révélant les techniques utilisées par le patronat pour prendre en main la Sécurité Sociale. Ça a fait scandale, mais ça a permis de mettre en évidence l'entente des patrons et de l'extrême-droite sur le dos des travailleurs.

Ensuite, une de nos bêtes noires — nuisible et réactionnaire — c'est l'Ordre des médecins. Nos critiques à son égard ont toujours été très virulentes. C'est dans notre syndicat qu'il y a le plus de condamnés par l'Ordre, et le SMG s'est toujours porté garant dans les procès de gens qui n'appartenaient pas à ce syndicat.

Mitterrand, dans son programme électoral, avait formellement promis la suppression de l'Ordre des médecins. (Il avait d'ailleurs lui-même, en tant qu'avocat, participé aux procès de médecins qui ne payaient pas la cotisation). Mais depuis son élection, il n'en parle plus. Le ministre de la santé, quant à lui, envisage de supprimer l'ordre tout en gardant la structure départementale, ce qui ne change rien.



Actuellement, de jeunes médecins connaissent le chômage. Il faut essayer de leur donner une perspective. Le demande que la Sécurité sociale ne rembourse qu'un nombre limité d'actes par jour, pour obliger à partager le travail avec les médecins au chômage. Ce n'est pas seulement par égalité, par justice, mais aussi dans l'intérêt des malades. On demande depuis des années que l'écart entre le remboursement de la consultation de médecins généralistes et celle de médecins spécialistes soit diminué ou égalisé. Donc, si quelqu'un fait la spécialité uniquement pour gagner le double d'un généraliste, il sera découragé ou il le fera pour la médecine seulement.

En ce qui concerne notre lutte contre les trusts pharmaceutiques, elle ne va pas s'arrêter avec les nationalisations. Il y a le problème des représentants médicaux et de la publicité. 15 à 17% du budget de l'industrie pharmaceutique sont consacrés à l'information et à la publicité. Cet argent rentre dans le prix des médicaments et est remboursé par la Sécurité Sociale, c'est donc une des causes de la cherté des médicaments et du déficit de la Sécurité Sociale. En principe, la réglementation de la publicité est stricte, mais les industries pharmaceutiques la détournent. Par exemple, les représentants médicaux ont le droit, d'après la loi de présenter aux médecins les nouveaux produits. D'après les statistiques, chacun d'eux reçoit 132 représentants médicaux par an. Ces visiteurs médicaux sont payés par leur laboratoire: ils ne présentent que leurs produits, sans donner d'information objective. Quant à moi, je refuse de les recevoir...

On a demandé au SMG d'exiger un Office national d'information qui paierait lui-même les représentants médicaux. On utiliserait la somme que chaque laboratoire déduit de ses impôts pour créer cet Office. Il formerait les représentants, qui viendraient nous présenter les produits en les comparant...

Un autre scandale, c'est la formation postuniversitaire. Chaque hôpital, depuis quelques années, offre des formations le soir ou le dimanche. C'est une idée excellente. Mais la soirée étant financée par un laboratoire, ça commence par un bon gueuleton dans un restaurant trois étoiles, ensuite, il y a une demi-heure de conférence et ça finit par des tonneaux de bière, le tout étant payé par la Sécurité Sociale: ça n'est plus de la formation. Le conférencier, de mêche avec le labo, nous glisse que tel produit est le meilleur pour tel traitement. Je refuse automatiquement d'y assister, et je le motive par écrit...

Quant à la Sécurité Sociale, le patronat impose des restrictions pour combler son déficit. Mais la SS ne peut pas ne pas être en déficit: c'est un système qui n'est pas productif, mais qui permet aux gens d'être en forme pour produire. Elle est donc essentielle. Si on fait des économies sur la SS, ça ralentira obligatoirement la production. Et puis, la caisse de la SS est payée pour une petite partie

CHARTRE DU S.M.G.

Voici les principaux points de la charte du Syndicat de la médecine générale (20 avril 1975):

« (...) Aujourd'hui, un nombre toujours plus grand de médecins généralistes de base ressent les conséquences de l'inadaptation du système médical français, et en particulier les problèmes de l'exercice quotidien. (...)

Les premières difficultés sont rencontrées dès la faculté (...), puis le jeune médecin doit affronter les obstacles de l'installation (...).

Ce sentiment est aggravé par le fait qu'on ne peut plus nier aujourd'hui qu'un grand nombre de manifestations pathologiques ont une origine « sociale ». Et le médecin n'a pas les moyens de prévenir les conséquences des accidents de la route, des accidents du travail, de l'alcoolisme, du tabac, de la répression sexuelle, de l'ennui, de la pollution, de la mauvaise hygiène alimentaire, du déracinement, des cadences, du transport, du sédentarisme, etc... Il sont à l'origine de la majorité des consultations (...).

La médecine libérale française s'est développée à partir de grands principes qui correspondaient aux réalités socio-économiques du XIX^{ème} siècle, et en particulier celui de la libre entreprise. Mais l'évolution de l'économie moderne a totalement modifié ces données: la médecine tend à devenir un « service public », soumis au pouvoir de la Sécurité Sociale aux mains du patronat, au pouvoir des trusts pharmaceutiques, des banques et de la hiérarchie médicale; le médecin généraliste, lui, devient de fait leur employé (...).

Une transformation globale est nécessaire (...).

Cinq points sont fondamentaux:

1) Lutter contre les causes véritables des maladies (...). Une prévention globale des maladies, c'est-à-dire une lutte efficace contre tous les facteurs pathogènes de la société (...);

2) Imposer une formation adaptée aux besoins;

3) Transformer les conditions de travail (...). Le travail doit comprendre nécessairement trois volets principaux (le tiers temps) qui sont:

— l'activité curative,

— la prévention,

— la formation permanente et la recherche.

(...) La rémunération du médecin doit cesser d'être uniquement celle de ses activités curatives. Il faut donc le rémunérer « à la fonction »;

4) S'opposer à l'emprise du profit sur la médecine (...). L'activité médicale doit cesser d'être synonyme d'activité commerciale. Le paiement à l'acte, incitation à une médecine « à la chaîne », doit être supprimé (...).

Les activités du médecin ne doivent plus être soumises aux pressions financières des banques de crédit (...).

Il est intolérable que ce soit la politique du profit maximum et les lois du marketing qui président à la recherche et à la production des médicaments, et non les besoins sanitaires réels de la population (...).

(...) La lutte des travailleurs contre les mauvaises conditions de travail joue un rôle important dans la prévention de la pathologie du travail;

5) Etre responsable devant la collectivité (...). Le médecin est actuellement soumis à une double juridiction. (...) L'Ordre s'est toujours fait le garant de la morale la plus conservatrice, il doit être supprimé.

(...) Le médecin ne doit être responsable de ses actes comme tout autre individu que devant les tribunaux (...) et sur un plan moral, responsable de ses actes devant les usagers.»

par le patronat, pour une grande part les salariés et, quand elle est en déficit, par l'Etat. Elle prend en charge toute la médecine en France, mais aussi la formation des étudiants qui doit revenir à l'Education nationale. Elle prend également en charge la santé des vieux, dont le budget doit passer maintenant au ministère de la Solidarité nationale. Son budget est ainsi grévé par des chapitres qui ne sont pas directement liés aux médicaments et aux médecins.

Il y a autre chose: on considère qu'annuellement pour la santé chaque Français coûte 4000 francs. C'est un chiffre, mais si on y regarde de plus près on peut voir que 60% du budget sont consommés par 25% des Français. Il y a donc une minorité qui consomme plus de la moitié. Quelle est cette minorité? Des gens hypermédicalisés: pas les paysans, les ouvriers. C'est une certaine bourgeoisie, des cadres, dont la santé est tellement précieuse qu'au moindre petit problème, ils consomment énormément. Par exemple, quand un ouvrier a une bronchite, il va chez son généraliste; un cadre ira directement chez son spécialiste et demandera un examen complet.

Ce déficit est également inévitable compte tenu du progrès médical. La médecine ne revient pas cher si on traite à la camomille et à la boule de cristal, mais un scanner coûte des milliards d'AF. Les appareils qu'on utilisait pour le traitement du cancer, le béta-dron et la bombe au cobalt, étaient déjà très onéreux. On s'est aperçu qu'ils sont totalement dépassés. Il faut aller plus loin, avec l'accélérateur linéaire, qui est beaucoup plus efficace, sans effet secondaire, mais coûte des milliards. Comment traiter le cancer sans de tels appareils? Qui va les payer?

Les établissements privés ont proposé d'acheter eux-mêmes les scanners. Le gouvernement a refusé, avec raison, parce qu'il y a cinq ans, un examen de dix minutes revenait à 1000 F. Pour que ça soit rentable, il faut un rendement de 24 h sur 24. Si le scanner est merveilleux sur des indications précises, ce n'est pas un examen miracle pour dépister un cancer. Toute utilisation privée sera abusive, et ça coûtera des milliards à la SS, parce que ce sera remboursé.

Un service de prématurés vaut un argent fou, mais on ne peut pas laisser crever un enfant parce qu'on manque d'infrastructures techniques. Un pays civilisé, qui peut se permettre des dépenses militaires, peut se permettre ces frais-là aussi. On a calculé que toute l'action internationale de l'Organisation Mondiale de la Santé pour effacer la variole de la planète pendant quinze ans a coûté moins cher qu'un bombardier stratégique américain. Si on peut payer un bombardier, on peut payer cette action aussi. Je ne sais pas à combien revient un sous-marin atomique français, mais si on a de l'argent pour de joujou-là, on peut payer pour les vieux impotents, les handicapés ou les gens qui ont besoin de soins...»

VOTRE CANCER



Agressé tout le jour sans pouvoir riposter
Mon esprit teint en noir cherche une issue
Dire amen aux profs, aux parents pendant 12 heures
Etiqueté, formé à commander
Intoxiqué; bourré d'idées impersonnelles
Dominé, sape-toi bien, surtout relis bien tes cours
Dirigé, ça pour toi, enlève ça, ferme la
Maintenant qu'ils aillent emmerder les autres
Parce que pour moi tout c'cirque c'est terminé
Peuvent gueuler, supplier, renvoyer et frapper
Je les écoute plus, je leur réponds plus
Je leur crache dessus, je les ignore
J'suis devenu leur ennemi public n. 1

Mon arme à moi c'est ma tronche, mon esprit
Pourront pas effacer tout ce qui gueule dedans
Ils orienteront pas ma putain de vie
Je les combattrai par la haine, le refus

Dès maintenant j'les rejette, eux et leur système
J'vivrai au milieu d'eux, j'mangerai chez eux
J'vais être leur cancer, j'vais être leur gangrène

Leur force et leur pognon m'aideront à les combattre
J'utiliserai leurs moyens, les retournerai contre eux
Mes idées en public, sans visage et sans nom
Ils lutteront contre une âme, frapperont sur un corps
Leur seul refuge sera de me tuer
Je ne crains pas la mort, la mort c'est mon alliée

Et je vais procréer, éveiller, libérer
Pour détruire à p'tit feu les jouets des pouvoirs
Pour me retrouver face à cette bande d'ordures
Qui sacrifient tout le monde sans pitié et sans honte
Pour leur soif de pognon, leur soif de pouvoir
Ils auront pas mon nom, auront pas mes pensées
Tout ça s'ra enfermé bien dans ma tête
Quand ils voudront m'acheter je les éclaterai
Ou ils m'auront d'abord et ils me crèveront
Ce s'ra l'aboutissement d'une vie réussie
D'une vie sans barrière, d'une vie sans chaîne
A lutter pour venger le jour de ma naissance
Et vomir tout c'qu'on m'aura forcé à ingurgiter

(HAINÉ BRIGADE)

EST INFO

Dans la mesure du possible, nous allons ouvrir régulièrement une chronique sur les pays de l'Est, au sens large du terme: les pays dominés par la « dictature du prolétariat » en Europe, Asie, Afrique et Amérique latine. Nous serons épaulés par des camarades de la revue Iztok (26 rue Piat, 75020 Paris). Cette rubrique s'inscrit logiquement dans IRL qui a déjà publié de nombreux articles sur ce thème. Ainsi, en 1974: La lutte des ouvriers chinois (n. 4); en 1975: Hongrie (n. 5), Kronstadt (n. 6,7); en 1976: Chine (n.10), Hongrie (n. 13); en 1977: Le chauvinisme de l'argousin grand-russe (n. 16); en 1978: suite du Chauvinisme de l'argousin grand-russe (n. 18, 21, 22); en 1979: L'homme de marbre (n.28), Yougoslavie (n. 31), URSS (n.31), en 1980: URSS (n.32), les Russes sont à Kaboul (n. 33), Nouvelles de Kaboul (n. 35), Courrier de l'Est (n. 36); en 1981: URSS, prisonniers libertaires(n.40), Répression en Yougoslavie (n.41); en 1982: Pologne, communisme armé(n. 43).

Pologne

Nous avons regroupé un certain nombre de lectures que nous commentons brièvement en les classant suivant l'intérêt qu'elles représentent.

Pologne: le dossier de Solidarité Gdansk, août 1980 – Varsovie, décembre 1981.

Cet ouvrage très complet regroupe tous les textes publiés par l'Alternative (40 F, 204 p., format 21/29). Il présente des documents polonais, certaines réactions des autres pays de l'Est et des interviews, y compris après le 13 décembre. Face à la répression, les responsables de Solidarité s'expriment très franchement. On constate leur naïveté vis-à-vis des militaires polonais: « Nous envisagions aussi la possibilité d'un coup d'Etat, mais dans un avenir plus lointain » (p. 198). On voit également les manigances de Walesa (p. 160 et suivantes) et la coupure (p. 166) entre la base de Solidarité et les dirigeants, dès l'été 81, coupure qui a peut-être contribué à accélérer l'intervention militaire: « D'en bas venait un sentiment général, non de frustration, mais de la nécessité de s'emparer de la gestion de ses propres affaires » (p. 201). Pour saisir la situation actuelle, il faut lire l'Alternative.

Pologne: 500 jours de liberté qui ébranlèrent le communisme.

Libération (30 F, 226 p., format 23/30) présente des informations moins

intéressantes, mais plus vivantes et plus pratiques. On y trouve aussi un écho des retombées en France dans le PC et la CGT, etc... Mais rien n'est vraiment approfondi.

Quand les journalistes polonais parlaient de Pierre Li (Paris, Megrelis, 1982, 415 p., 68 F, 13/20)

Le meilleur livre, parce que Li n'a fait que traduire et présenter des articles de Solidarité, du Syndicaliste libre et de l'organe officiel Polityka, classés en « Mémoires », « La condition ouvrière », etc... On se rend compte du climat dès le premier reportage de mai 1981 publié dans Solidarité: un responsable y explique comment il a réussi à empêcher une foule d'ouvriers de lyncher des miliciens, en faisant intervenir Bujak, Michnik par téléphone, puis Michnik lui-même. Ce dernier ne parvient à se faire entendre qu'en se présentant: « Je suis une force antisocialiste » (terme de la propagande officielle pour désigner les dissidents). « Enormes applaudissements. Tous écarquillent les yeux. Les miliciens, bouche bée, regardent le héros de nombre de leurs cours (de formation pour lutter contre la dissidence) » (p. 59). On voit aussi l'énorme force du mouvement auparavant, avec l'apparition de Robotnik vers 1978: « Nous nous efforçons de défendre les gens. Parfois, il suffisait d'un coup de fil, pour dire à un chef que s'il ne réglait pas telle affaire nous l'établirions dans notre journal. Cela marchait et les histoires s'arrangeaient. Pour nous,

c'était pareil. On disait aux contremaîtres qu'ils devaient se conduire poliment avec nous, sinon ils pourraient se retrouver dans les colonnes de Robotnik » (p. 291). La fin du livre donne une longue interview de Bujak. En postface, Barbara Torunczyk (qui était au KOR) fait appel à la solidarité en évoquant l'Espagne de 1936. Elle ne parle pas de lutte armée, bien au contraire, mais d'un espoir: « Nous réussirons bien demain à inventer de nouvelles formes à notre solidarité nationale » (p. 401).

Pologne: défi à l'impossible? De la révolte de Poznan à « Solidarité » de Krzysztof Pomian (Paris, Editions ouvrières, 1982, 239 p., 58 F, 14/21)

Là encore, un livre important, réalisé par un intellectuel polonais qui semble avoir quitté la Pologne en 1973 et juge donc avec du recul. D'où sa première réflexion, « Miracle en Pologne », qu'il attribue à l'action de groupes d'intellectuels du KOR et de groupes ouvriers, aux radios occidentales en polonais et à la présence d'un pape polonais qui vient en Pologne en 1979. Personnellement, j'ajouterais que, comme en tchécoslovaquie en 1968 et sans plus de succès, une tendance du PC cherche à donner une nouvelle orientation au Parti, tout en gardant le pouvoir.

Comme dans certains textes de Kuron publiés dans l'Alternative, on trouve la croyance en de possibles réformes intérieures, d'où le mirage de l'Espagne et des Comisiones obreras (p. 140) refusé par Pomian (p. 145) mais en partie présent chez Bujak: « A moins d'un miracle, c'est-à-dire à moins de suivre la voie espagnole vers la démocratie par des transformations en profondeur de la vie sociale et par des transformations du pouvoir sous la pression dynamique de ce mouvement (...) » (P. Li, p. 377). On sent la distorsion des informations sur l'Espagne, due sans doute à la tendance réformiste du Parti — à laquelle je faisais allusion plus haut — et à certains intellectuels catholiques aspirant à jouer le même rôle que leur collègue en Espagne.

Pomian souligne à juste titre qu'il n'y a pas eu le 13 décembre de putsch, pour la bonne raison que Jaruzelski détenait déjà le pouvoir dans l'Etat et le Parti. La force a été employée contre Solidarité et la contestation qu'elle représentait. Mais comme Torunczyk, Pomian demeure relativement optimiste: « Il y a encore beaucoup de surprises, peut-être même de bonnes surprises, qui nous attendent » (p. 229).

Scènes de grève en Pologne
de Jean-Yves Potel

L'auteur tombe dans le travers des commentateurs français sympathiques mais ignorant souvent autant la Pologne que les Pays de l'Est. Il insiste à juste titre sur l'Eglise catholique et le groupe de Kuron du KOR. Mais il ne fait pas ressortir le rôle des religions dans les pays de l'Est — ce qui me paraît être une

lacune car toute religion est admise par le Parti si elle ferme sa gueule, comme c'est presque toujours le cas. Ceci étant dit, il reste que ce livre est explicatif et relativement fidèle. Dans sa présentation au public de langue anglaise (introduction de l'édition anglaise, 1982) des événements du 13 décembre, Potel souligne l'essoufflement de Solidarité et l'aggravement de la crise économique qui permettait au Parti de manipuler une fraction de la population: «Un sondage réalisé par un syndicat de Varsovie à la mi-novembre (1981) montrait que 26% des gens appuyaient l'abolition du droit de grève proposé par le Comité central du Parti». Potel, contrairement à l'impression laissée par son livre, montre bien ici le rôle de l'auto-organisation de la classe ouvrière dans Solidarité et la présence de plusieurs idéologies qui avaient été étouffées par le PC: «Démocratie sociale, syndicalisme révolutionnaire, populisme national, démocratie chrétienne, etc...». Potel conclut en montrant que la tactique Kuron-Walesa, d'accord avec le Parti-acculé-et-faisant-des-concessions, s'est révélée fautive et que la position en faveur de l'autogestion et de la grève active s'avérait plus adaptée. Personnellement, je pense que deux facteurs ont joué: d'abord la vigueur de l'armée dans la répression, ensuite la base sociale du Parti. Il s'agit là de deux faits classiques de l'histoire ouvrière: en 1871, les Versaillais n'hésitèrent pas à mitrailler la classe ouvrière et les bonnes dames de la bourgeoisie allaient assister aux exécutions (comme plus tard dans l'Espagne de 1936). Mais en Pologne même et sans lien avec le passé effacé par le Parti, il était pratiquement impossible de prévoir le déroulement des événements.

Pour la Pologne (*Seuil, 1982, 225 p., 49 F, 14/20*)

Ce livre a le mérite de donner les droits d'auteur à Solidarité, mais il est affublé d'un texte de Julliard. On y trouve des documents de l'Alternative et de précieuses chronologies.

La Pologne emmurée, *Esprit (45 F, 150 p. sur 224)*

Ce numéro d'Esprit est composite. On y voit les ébahissements sur le catholicisme (p. 5, 6) contredits par un Polonais (p. 31). Même Ellul, pourtant si lucide, se fend d'un texte sans rapport avec la réalité: «Lech Walesa et le rôle du christianisme». Claude Lefort, s'il était pessimiste quant à l'évolution pacifique de événements et le démontre, termine par une juste dénonciation du PS en France.

Le programme de Solidarnosc: texte intégral des thèses élaborées par le congrès des délégués à Gdansk le 7 octobre 1981 (*Presse Universitaire de Lille, 1982, 58 p., 20 F, 16/24*)

Le préfacier de ce recueil indispensable, Daniel Beauvois, souligne: «Le seul domaine où l'influence de l'Eglise, si souvent remarquée dans ce mouvement, soit vraiment apparente, est celui de l'enseignement. Le syndicat encourage les écoles privées et souhaite que des religieuses puissent tenir des écoles maternelles, mais pour le reste, nonobstant l'importante référence à la morale chrétienne dans la vie sociale, il est intéressant de constater une stricte séparation du temporel et du spirituel».

1953-1981: Révoltes ouvrières à l'Est de Pavel Tigrid (*Bruxelles, Complexe, 1981, 192 p.*)

L'ouvrage concerne en fait la Pologne et est entièrement rédigé par rapport à elle. Les temps forts sont soulignés. La conclusion — visiblement d'octobre 1981 — insiste sur l'impossibilité pour le Parti de céder (p. 162, 163).

Spartacist de New York, édition française, numéro 18-19, hiver 1981-82

Ecrit avant le 13 décembre, le texte affirme cependant: «Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter («le cours contre-révolutionnaire de Solidarité»), nous soutiendrons cette action. Et nous en prenons à l'avance la responsabilité; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité» (p. 9). Les 40 pages du texte, qui abordent aussi l'Afghanistan, sont bourrées de gags de ce genre, au nom du trotskisme et de «la défense militaire inconditionnelle du bloc soviétique contre l'impérialisme-capitalisme» (p. 5). Mais il me semble que Trotski ait jamais défendu de positions aussi nettes, du moins les dernières années, ne serait-ce que pour se démarquer des assassins de ses camarades.

Dimitrov

PHOTO MALIK



Yougoslavie

(PRINTEMPS 1982)

Il y a environ un an (*), nous avons publié une évaluation de la répression. Les médias ont beaucoup parlé du Kosovo, mais les problèmes qui ont vraiment frappé les Yougoslaves sont la crise et l'affaire Vladimir Dedijer. Essayons de comprendre pourquoi: le fédéralisme yougoslave (octroyé d'en haut comme l'autogestion) est contrôlé par le Parti (Ligue des Communistes dans le vocabulaire officiel), de telle façon que chaque région s'oppose aux autres. Paradoxalement, les Slovènes ont réclamé et obtenu des écoles pour leur minorité en Italie, tout en refusant de créer des cours dans leur langue pour les Macédoniens qui travaillent dans leur république. Pourtant il existe autant de différences entre leurs langues qu'entre l'espagnol et le français; de plus, l'un utilise le cyrillique et l'autre l'alphabet latin.

Dedijer, ancien compagnon d'armes de Tito et son biographe officiel, vient de publier un livre, *Nouveaux éléments pour la biographie de Josip Broz Tito*, dans lequel, pour la première fois, l'histoire officielle est fortement remise en cause. Or le message de Tito, pour le Parti, c'est comme la bible ou la pensée de Mao, cela sert à justifier la hiérarchie et la répression: s'il se fissure, se diversifie, donne lieu à plusieurs interprétations, le monopole politique du Parti ne tient plus. Le livre est un vrai best-seller (plus de 80.000 exemplaires, ce qui est bien pour le pays et vu le prix).

Cette polémique tombe au moment où, dans les sphères dirigeantes, les libéraux et les durs s'affrontent, en essayant de se débrouiller avec la crise économique. Mais laissons la parole à un camarade yougoslave: Yvan Sandanski.

« Les libéraux sont très proches des positions technocratiques et insistent sur le rôle de la production, des experts et moins d'intervention de l'Etat dans le processus socio-économique. Les durs sont en gros d'accord avec un système de gestion étatique intervenant ouvertement dans le processus socio-économique. Les libéraux occupent de fortes positions en Slovaquie (qui est la partie la plus avancée du pays) et sont moins forts en Croatie et en Serbie. Les durs sont retranchés en Bosnie, en Herzégovine, en Vojvodine et au Monténégro. Au Kosovo ce n'est pas clair, après le mouvement nationaliste formé de réactionnaires machistes et de stalinien non moins réactionnaires à leur manière. Quant à la Macédoine, les forces sont assez partagées.

Bref, le processus de refonte a commencé et s'accélère, mais pas partout au même rythme et avec des hauts et des bas. La refonte touche en particulier la politique des revenus en insistant sur la production réelle: les mineurs de charbon ont eu 27,1 % d'augmentation de leur pouvoir d'achat en 1981 par rapport à 1980. Actuellement, en Croatie, les salaires mensuels vont de 7.453 dinars (balayeurs) à 9.337 (dactylo) et 9.608 (comptable), 15.853 (technicien), 23.400 (ouvrier qualifié dans le transport), 25.759 (mécanicien hautement qualifié dans les mines), 28.200 (directeur d'entreprise). Cette redistribution du revenu est très importante parce qu'elle nuit à des groupes sociaux qui bénéficiaient largement de privilèges, du fait de leur position dans le Parti. La pression due à la crise fait que le Parti doit limiter ces pertes.

On touche là la spécificité de la situation yougoslave où nous n'avons pas connu de grandes agitations sociales depuis la Seconde Guerre mondiale (sauf les mouvements nationalistes en 1970-71 en Croatie et en 1981 au Kosovo; le seul mouvement d'opposition socialiste a été le bref épisode du mouvement étudiant en 1968). Les luttes sociales se situaient à la base de la société, spontanément et de façon décentralisée. En même temps la réponse générale aux inégalités dus à la structure hiérarchique de la distribution du pouvoir et à l'éta-

tisme était la « grève blanche », c'est-à-dire la baisse d'efforts dans le travail, et donc peu de production. Le résultat, prévisible et inévitable, est que la crise économique menace tous les groupes sociaux et la société.

De plus, si la Yougoslavie est indépendante des blocs (relativement) la fédération consiste en 8 territoires (six républiques et deux provinces autonomes) ayant leurs intérêts, leurs groupes dirigeants, (souvent) une langue et une culture différentes, des intelligentsias et des classes ouvrières, des Etats. Avant 1945, mis à part le communisme, il n'y a pas eu de mouvement important d'ensemble. Depuis, chaque territoire fédéral est divisé en régions, les régions en communes et chacun a ses intérêts. Ainsi la division administrative empêche toute unité.

La division de l'Etat et sa force étouffent les mouvements sociaux (sauf parfois le nationalisme). C'est pourquoi les « grèves blanches » deviennent la seule arme du peuple contre la bureaucratie et les aspirations des technocrates qui, vu leur position entre les blocs, seraient moins soutenus en cas de crise que la classe dirigeante polonaise, par exemple. Cela ne veut pas dire qu'il est possible de renverser l'exploitation et d'abolir l'Etat (c'est impossible dans un seul pays). Mais il est possible de limiter les interférences de l'Etat dans la vie sociale. C'est à partir de là que le socialisme est possible ici, à partir de l'extension de l'autogestion et de son développement dans tous les aspects de la vie.»

Mars 82 - Traduction: Dimitrov

(*) Répression en Yougoslavie: IRL numéro 41, novembre 1981.

Cuba

Cette formule stupide a été — et l'est peut-être encore — ressassée par la propagande. Le rapport d'Amnesty International 1981 signale pour Cuba: « Fait extrêmement préoccupant, des prisonniers politiques sur le point d'être libérés ont été condamnés à nouveau. » *Guàngara Libertaria* (1) d'automne 1981 publie la lettre (envoyée illégalement), d'un prisonnier, Tony Lama de la Torre.

Depuis le 5 juin 1980 les prisonniers politiques de la prison (dont le nom n'est pas cité) sont privés de sortie dans la cour. Presque tous les livres ont été confisqués et on n'en laisse pas venir de nouveaux. Tony est peintre et maçon: « J'ai été arrêté le 18 avril 1961 et ma condamnation expirait le 17 avril 1981.(...) Cependant, je ne fus pas libéré ce jour-là. Jusqu'à aujourd'hui, 4 mai, j'ai attendu; on m'a conduit au bureau du chef de bâtiment où plusieurs officiers m'ont informé qu'on ne me libérerait pas, parce qu'on me « recondamnait » pour n'avoir pas passé le Plan de Rééducation (qui, d'après ce qu'ils disent et dont ils sont fiers, est volontaire). Ils considéreraient ce fait comme très dangeureux et signe de mauvaise conduite. »

A la fin de sa lettre, Tony signale que deux autres prisonniers (Rafael Trujillo Pacheco: 20 ans effectués, et Rolando Rivero Milanés: 10 ans sont également « recondamnés »).

En Argentine et en R.F.A., les prisonniers « importants » sont disparus ou suicidés. En France, on « oublie » la majorité des cas. Des nuances existent, mais le fond répressif est le même.

(1) Journal édité par des libertaires cubains exilés à Miami.

Opéra et lutte de classe



AU GRAND SOLEIL
D'AMOUR CHARGÉ / NONO

L Opéra va à l'usine. Une usine un peu particulière cependant, au moins à deux titres. D'abord, elle est vidée de ses ouvriers, lesquels n'ayant pas, là comme ailleurs en temps ordinaire, le droit d'écrire quoi que ce soit sur les murs, n'auraient certainement pas pu être à l'origine des slogans vengeurs qui ornent ceux-ci. Ensuite, il ne s'agit pas de n'importe quelle usine, puisque celle-ci appartient à l'armée qui l'a généreusement prêtée pour l'occasion. Ce qui lui vaut des remerciements officiels et empressés.

Pour franchir la porte, il faut payer la modeste somme de 72 francs (nettement plus élevée que le prix moyen d'une place pour une représentation habituelle). Mêlé aux habitués en habit de soirée, tout émoustillés, on est d'abord un peu déconcerté. Mais il n'y a pas de soucis à se faire. Les mouvements de foule sont discrètement guidés par un service d'ordre, d'ailleurs beaucoup plus délicat que celui qui encadre généralement la CGT. On entend d'abord beaucoup de bruit, y compris celui des camions, eux aussi généreusement prêtés par la 5^{ème} région militaire, qui s'est aussi chargée de l'entraînement des figurants représentant la machine répressive, qui tapent très bien des pieds. On peut être surpris par le chef d'orchestre, déguisé en peintre en bâtiments, se demander incidemment si son salaire a subi la même évolution, imaginer un peintre en bâtiments habillé en chef d'orchestre... Toutes choses qui permettent de passer le temps tandis qu'on craque un peu partout. On peut aussi prévoir des salves de fusillades, lorsque les musiciens se bouchent les oreilles.

Lorsqu'on arrive un petit peu à comprendre ce qui se passe, on peut d'abord marquer un léger étonnement à voir

Louise Michel agiter un drapeau rouge et être intégrée, sans aucune distance, à une vision étroitement marxiste du mouvement ouvrier. On n'a retenu d'ailleurs que ses propos guerriers et, pour faire bonne mesure, à aucun moment le livret programme ne fait allusion à ses propositions libertaires. A intervalles réguliers, la machine répressive se déploie de façon très militaire. On n'a pas le droit de taper dessus. C'est réservé aux figurants, le peuple en armes, d'où émerge les figures héroïques des martyrs leaders (l'avant-garde révolutionnaire, quoi !). Le peuple se fait fusiller, mais on devine que le dernier affrontement sera le bon, grâce au parti de la classe ouvrière qui saura donner au peuple généreux, mais un peu sous-développé, la ligne politique juste.

A part ça, la musique est assez efficace, du moins dans sa partie orchestrale, car on n'entend pratiquement pas la bande magnétique et les chanteurs se contorsionnent de façon assez artificielle, les paroles qu'ils prononcent étant de toutes façons inaudibles, tandis que les chanteurs reprennent périodiquement des bribes de chants révolutionnaires.

Efficace, mais j'aime pas. Elle relève, le talent en plus, de la même idéologie et des mêmes procédés que la mise en scène. Il s'agit d'une œuvre didactique, et au cas où le peuple ne comprendrait pas les vérités marxistes, il convient de les lui asséner de façon volontairement simple et en faisant beaucoup de bruit.

Luigi Nono ne cache pas son idéologie et il s'étend abondamment sur ses implications musicales dans le programme. Il s'attaque ainsi à tous ses collègues compositeurs qui ne partagent pas ses choix politiques, ce qui est d'ailleurs assez honnête, le seul ennui étant qu'il le fait, comme souvent les marxistes, en utilisant la technique de l'amalgame. Il s'en prend ainsi tout particulièrement à John Cage (qui, comme par hasard, se réclame, lui, de l'anarchisme) et à ses conceptions

esthétiques, qu'il qualifie, en gros, de réactionnaires, et faisant le jeu du pouvoir de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'il lui reproche de mettre en avant la spontanéité et de refuser l'histoire. Je n'aime pas toujours John Cage. Du moins ses conceptions esthétiques ne prétendent-elles pas à la toute puissance et ne l'amènent-elles pas à expliquer au peuple, à grands coups de sons, ce qui est bon pour lui. Finalement, les conceptions esthétiques de Nono ne sont parfois pas très éloignées de celles de la musique militaire.

Pour parachever le tout, le programme comporte aussi un texte de Maurice Moissonier, l'historiographe officielle du PC à Lyon, qui trouve le moyen de parler des débuts du mouvement ouvrier à Lyon, en passant presque complètement sous silence son caractère anti-autoritaire.

Reste cependant posé le problème des rapports entre l'engagement politique et l'art, et en particulier, la musique. Pour moi, ce n'est pas du tout évident. Je crois que quand il y a simplement rapport de cause à effet il y a, au bout du compte de la mauvaise musique. Il s'agit sans doute de quelque chose de beaucoup plus complexe, à la fois en deça et au delà de l'action. La musique qui nous émeut, nous permet, je crois, d'être plus libres et plus en accord avec nous-mêmes. C'est peut-être aussi une condition pour intervenir réellement dans la sphère politique.

Borderline ()*

**Au grand soleil d'amour chargé
Luigi Nono.**

(*) Les « Borderlines » ont été découverts par l'école psychanalytique lyonnaise. Ils offrent la particularité de ne jamais se trouver là où on pense les saisir. On les croit névrotiques, tac ils font les psychotiques et ainsi de suite. Ça veut dire « état limite ».

Albert Richard

ET LA PREMIERE INTERNATIONALE A LYON

Si Marx et Bakounine sont bien connus, il n'en est pas de même des militants français de la première Association Internationale des Travailleurs. Pourtant Aubry à Rouen, Bastelica à Marseille, Richard à Lyon et tant d'autres, ont organisé les sociétés françaises d'une Internationale sans lesquelles ni Marx ni Bakounine n'auraient le rayonnement qu'ils ont encore.

1864, 65, 66, 67: « On entre dans la période des grèves, on développe la solidarité financière » Benoît Malon.

Après la révolution industrielle les associations ouvrières se développent et les grèves se multiplient. La grève tolérée depuis deux ans déjà est reconnue par la loi du 25 mai 1864. Les ouvriers parisiens participent activement le 28 septembre 1864 au meeting londonien où est créé l'AIT. Ainsi s'affirme la « capacité politique des classes ouvrières ». Après celle de Paris les sections de Lyon et de Rouen sont les premières en France. En septembre 66 au premier congrès de l'Internationale à Genève le programme politique se précise. Mais la résolution politique ne suscite pas l'enthousiasme en France. Dans l'ensemble, les sociétés ouvrières hésitent avant d'adhérer à l'Internationale. Les militants lyonnais offrent un banquet aux délégués français de retour de Genève, dont un jeune de 20 ans, Albert Richard, et en profitent pour exprimer certaines critiques. L'Internationale ne compte alors que 500 adhérents en France.

En 1867, les sections de Lyon, Vienne, Neuville et Villefranche sont représentées au congrès de Lausanne. Les ouvriers français agissent avec un ensemble inconnu jusqu'alors et échangent des manifestes avec les ouvriers allemands. Ils manifestent même sur les boulevards parisiens contre l'intervention armée de Napoléon III en Italie. Le pouvoir ne pouvait plus tolérer les sections de Paris.

1868: l'AIT dissoute en France continue.

Début 68, les membres du bureau parisien sont condamnés à 100 francs d'amende puis ceux d'une nouvelle commission à 3 mois de prison. Au congrès de Bruxelles, où on veut dans le discours de clôture « ni gouvernement, ni armée, ni religion », Richard est présent mais sa représentativité est contestée par Cormier et Carval qui lui reprochent de

s'être frauduleusement attribué un mandat de Neuville (ou Villeneuve) en contrefaisant deux signatures. On l'accuse même d'avoir écrit un article à la louange de la Sainte Vierge dans l'Echo de Fourvière! Un jury d'honneur est constitué à Genève, où ces accusations ont été formulées. Albert Richard sort de cette épreuve d'une « manière triomphante » et continue le combat.

Il avait été, à 22 ans, l'un des 18 signataires de la déclaration de la minorité de la Ligue de la Paix, minorité qui avait démissionné à Berne pour fonder l'Association Internationale de la Démocratie Socialiste. Cette organisation qui ne comprend que 84 membres demande à adhérer à l'AIT qui ne l'accepte que comme section genevoise. Richard est très impressionné par Bakounine, « un des phénomènes intellectuels le plus curieux de notre époque ». Il entretient avec lui une correspondance suivie puisqu'on connaît 22 lettres de Bakounine à Richard.

Mais la section lyonnaise est désorganisée. A la fin de l'année, lorsque les ouvriers de Bâle sont en grève, Bakounine ne sait plus à qui s'adresser pour demander à Lyon un soutien financier.

1869: les premiers syndicats féminins.

Début 69, Varlin envoie 500 francs aux fileurs de laine de Vienne mais cette somme lui est restituée parce que la grève est terminée, les patrons ayant fait quelques concessions.

La section lyonnaise envoie une chaleureuse adresse aux grévistes belges et Bastelica remercie les passementiers lyonnais qui ont envoyé des secours aux grévistes marseillais.

En juillet à Lyon, 8000 ovalistes se mettent en grève. Ces ouvrières qui préparent la soie des bas et des tulle travaillent de 5 heures du matin à 23 heures pour un salaire quotidien de 1,5 francs. Elles reçoivent 3000 francs des différentes sections de l'Internationale. Dans l'ensemble, elles obtiennent satisfaction, surtout sur les horaires et adhèrent à l'Internationale par l'intermédiaire de Richard. Les premiers syndicats féminins apparaissent donc à Lyon.

Pour participer au Congrès de Bâle, Bakounine dispose d'un mandat de Lyon. Il remercie la section lyonnaise en général et « les dames ovalistes en particulier ». « J'accepte avec bonheur leur mandat et je tâcherai de le remplir de mon mieux ». Richard et quatre autres compagnons représentent aussi la section lyonnaise. La délégation de Lyon était donc importan-

te: 6 délégués sur les 25 de France et les 68 délégués qui votèrent à ce congrès. En confiant un mandat à Bakounine, les « dames ovalistes » ignoraient peut-être que cela aurait pour conséquence le rejet de la proposition de Marx sur l'héritage et le début d'un conflit aigu au sein de la Première Internationale. (pour plus de détails sur la grève des ovalistes et les rapports avec la Première Internationale, voir encadré)

1870: « Un grand souffle passait sur le prolétariat » A. Richard.

Varlin envoie à Palix, le tailleurs des Brotteaux, 200 statuts de l'Internationale. Dès janvier, les adhésions sont si nombreuses que Palix, qui manque de carte, en réclame à Genève. « Je vois le moment où nous en serons dépourvus et ce serait bien malheureux avec le mouvement qui se produit aujourd'hui ».

Les femmes internationalistes de Lyon s'adressent aux conscrits: « C'est par un acte révolutionnaire, celui du refus de la conscription qu'il faut protester et non par d'inutiles récriminations ». Les ou-



vriers lyonnais annoncent l'envoi de fonds aux grévistes du Creusot. Albert Richard et Virginie Barbet collaborent à l'Égalité, journal de Genève.

Varlin avait annoncé à Richard la constitution de la chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris. Comme la constitution d'une telle fédération rencontre des difficultés à Lyon, Richard invite Varlin. On annonce bientôt que les lyonnais préparent un petit congrès selon les uns, un grand meeting selon les autres.

«Lyon avant Paris» écrit Aubry à Rouen.

Et le 13 mars se tient à la Rotonde à Lyon la réunion organisée par Richard. Varlin préside. Des délégués de Vienne, Rouen, Aix, Marseille, La Ciotat, la Suisse jurassienne, et en tout 6 000 personnes y participent. Cesar de Paepe envoie une adresse des ouvriers belges: «Le mécanisme artificiel appelé gouvernement disparaîtra dans l'organisation économique». Bakounine a préféré s'abstenir mais il envoie une lettre où il met en garde les ouvriers contre la récupération des politiciens bourgeois, lettre que Richard ne lit d'ailleurs pas.

Cette réunion atteint un triple but: —C'est une manifestation socialiste de masse.

—La fédération lyonnaise est constituée. —L'action des sociétés ouvrières en France est coordonnée.

La répression contre la jeune organisation en pleine croissance ne se fait pas attendre. Le 30 avril 1870, le ministre de la justice fait arrêter les responsables de l'Internationale en France. Le prétexte lui a été fourni par la publication dans

DEBOIRES DES DAMES OVALISTES

La façon dont Robert Pion présente l'adhésion des Dames ovalistes à l'Internationale nécessite plusieurs commentaires à notre avis (féministe).

Les dames ovalistes n'ont pas confié leur mandat à Bakounine, c'est Richard et ses amis internationalistes qui l'ont fait en leur nom. Sans tomber dans l'accusation de magouille, il faut savoir que ces «dames» étaient toutes illettrées, ce qui explique la remise en des mains plus instruites, donc masculines, de leur grève dès qu'il s'est agi d'organisation. Ces mains se trouvaient être internationalistes, tant mieux...

Mais le prix de cette représentation fut lourd: celles de leurs revendications qui n'entraient pas dans le cadre bien défini des luttes internationalistes n'ont pas été écoutées: n'ont été retenus que les critères d'horaires, effectivement, critères essentiellement masculins. Les femmes gagnaient deux fois moins que les hommes à cette époque, pour un même travail et n'avaient pas leur indépendance du logement — au contraire des hommes —: toutes choses que réclamaient ardemment les ovalistes. Elles furent renvoyées par les internationalistes à leurs salaires aux pièces (alors qu'elles se battaient pour dépasser ce mode de salariat qui les divisait) et à leurs foyers... patronaux (elles couchaient et mangeaient à l'atelier).

La victoire fut donc certaine pour les internationalistes (n'oublions pas que Bakounine avait besoin d'un mandat pour aller à Bâle) mais moins certaine pour les ovalistes elles-mêmes! D'ailleurs leur adhésion fut ponctuelle et on ne peut parler de premiers syndicats féminins, comme le fait R. Pion de façon bien optimiste...

Un problème reste flottant: pourquoi les femmes internationalistes (Virginie Barbet, Mesdames Pallix et Richard) ne sont-elles pas intervenues lors de la grève des ovalistes (alors qu'on parle de cette grève même dans le «Droit des femmes», journal féministe parisien certes, mais connu de ces femmes puisqu'elles avaient adhéré à sa plateforme)? Et pourquoi ce sont encore et toujours leur mari, fils ou amant qui l'ont fait? N'étaient-elles bonnes — alors qu'elles étaient lettrées — qu'à faire quelque adresse ponctuelle comme celle aux femmes du Creusot en 1870, ou bien étaient-elles trop occupées à reconstituer la force de travail militant de leurs héros? Travail invisible dont évidemment l'Histoire ne sait rien, et ne veut rien savoir...

Annick et Claire

(on se permet d'avancer tout ça parce qu'on a travaillé sur cette question pour un livre, «La grève des ovalistes», publié chez Payot)

Pierre, tanneurs, corroyeurs, bronziers, passementiers, apprêteurs de tulle, menuisiers, plâtriers, peintres, tullistes, apprêteurs d'étoffes en soie, teinturiers en chapeau, peigneurs, fondeurs, coupeurs en chaussure, charpentiers, relieurs, verriers, cristalliers... Des sections existaient à Givors, Vienne, Neuville, Villefranche, St Symphorien d'Ozon.

Le congrès de l'Internationale ne se tiendra pas à Paris comme l'avait souhaité les ouvriers parisiens. Malgré les manifestes pacifistes des Internationaux, la guerre est déclarée. Elle exacerbe les contradictions de l'Internationale. Dès le congrès de la Chaux de Fonds, la scission est consommée en Suisse romande. Ceux qui préconisent «la constitution fédérative des corps de métiers» s'établissent dans le Jura suisse tandis que ceux qui combattent l'abstention politique restent à Genève.

Marx confie à Engels: «Les Français ont besoin d'être rossés... La prépondérance de la classe ouvrière allemande sur la française signifierait du même coup celle de notre théorie sur celle de Proudhon».

De son côté Bakounine écrit à Richard: «Soulevez-vous de vous-mêmes, prenez les armes... organisez-vous et courez à la délivrance de Paris. Si dans 10 jours il n'y a pas eu un soulèvement populaire, la France est perdue».

Ni l'un ni l'autre ne restait au-dessus de la mêlée. L'internationalisme ne résistait pas à la guerre.

«Il fallait encore quelque temps pour achever l'organisation de l'Internationale en France.»

Lyon avant Paris! Une dizaine de jours après la lettre de Bakounine, la république est proclamée à Lyon, quelques heures avant Paris. Et c'est l'échec de la commune de Lyon. L'affiche rouge violet est signée par des internationalistes de Lyon les plus marquants: Palix, Blanc, Beauvoir, Richard, Parraton, Charvet, etc... Plus tard, Albert Richard fera son autocritique: «Mouvement dix fois trop accentué pour l'époque et pour le milieu... et qui ne pouvait réussir étant donné la complète impuissance de l'organisation socialiste trop jeune et déjà entamée par les poursuites contre nous».

C'était pourtant une anticipation de la commune de Paris qui, six mois plus tard, sera une anticipation du socialisme libertaire.

Mais en France comme ailleurs, la guerre était plus forte que l'Internationale.

«Il fallait encore quelques années pour achever l'organisation de l'Internationale en France et préparer un mouvement qui englobât l'Espagne, l'Italie, la Suisse et la Belgique» conclut James Guillaume.

Robert PION

AIT

Malatesta aujourd'hui

A l'occasion du cinquantenaire de sa mort, il est bon de rappeler que Malatesta nous fournit aujourd'hui encore des analyses importantes. J'ai choisi des textes, si possible non traduits (*), à partir de deux thèmes: la violence et le mouvement social, en prenant le Malatesta des années 1921-22 parce que c'est l'époque où les travailleurs sont prêts à occuper et occupent les usines. Malatesta a alors 68 ans.

« J'ai dit à Milan ce que moi-même et tous les anarchistes nous avons mille fois répété: « La violence ne se justifie que lorsqu'elle est nécessaire pour se défendre et protéger les autres contre la violence. Là où cette nécessité cesse, le délit commence ». Et si le tribunal m'avait laissé continuer d'exposer nos buts et nos moyens, j'aurais démontré comment l'esclave est toujours en état de légitime défense et comment donc sa violence contre le patron, contre l'opresseur, est toujours moralement justifiable et doit être uniquement conforme au critère de l'utilité et de l'économie des efforts et des souffrances humaines. Et là aussi, c'est une chose déjà mille fois répétée par tous les anarchistes.

Le régime actuel d'injustice et d'oppression est fondé sur la violence, la force brutale des baïonnettes et des mitrailleuses. Etant donné que la révolte individuelle, juste et utile cependant quand elle est appliquée intelligemment, est généralement impuissante contre la force gigantesque de l'Etat, l'organisation d'une force révolutionnaire à la mesure du combat est nécessaire. » (25/8/1921)

A propos du procès des inculpés anarchistes de l'attentat qui avait blessé de nombreuses personnes et en avait tué une vingtaine, contre le théâtre Diana à Milan le 23 mars 1921, en pleine période de fascisation et au moment de l'arrestation de Malatesta et d'un groupe de camarades qui faisaient la grève de la faim, Malatesta déclare :

« Je n'ai pas besoin de répéter ma désapprobation, mon horreur face à des attentats comme ceux du Diana qui, en plus de leur côté mauvais, sont également stupides, parce qu'ils nuisent inévitablement à la cause qu'ils voudraient servir. Et je n'ai pas manqué, à chaque fois que des faits semblables ont eu lieu, et aussi et surtout quand il s'agissait que ces faits étaient dus à de vrais anarchistes, de protester carrément. J'ai protesté aussi bien quand cela pouvait m'aider personnellement que lorsqu'il aurait mieux valu pour moi que je me taise, parce que ma protestation était inspirée par de grandes raisons de principe et de tactique. Et c'était un devoir pour moi, dont les pa-

roles servent parfois de guide pour des gens dépourvus d'esprit critique personnel. »

Malatesta retrace le contexte :

« Naturellement on colportait des nouvelles exagérées: les autorités, coupables et provocatrices, semblaient décidées à nous laisser mourir, un vent de folie semblait agiter ceux qui nous aimaient le plus. D'autre part, toute l'Italie était, et est encore, la scène de violences incroyables contre le prolétariat, que le gouvernement ne laissait pas seulement impunies mais qu'il protégeait et favorisait. Les prolétaires voyaient confirmée leur conviction que seule compte la violence, et beaucoup perdaient, très logiquement, le sens de la mesure.

Des jeunes, plus sensibles, plus réellement bons, décidèrent d'agir (...) et ils firent une bêtise qui produisit, contre leurs prévisions, une tragédie monstrueuse.

Qui était fautif au départ? Et quelle solution au mal pourrait donner le gardien de prison insensible qui torturerait des années durant de pauvres êtres humains, qui dans un moment de généreuse aberration ont fait le mal en croyant faire le bien? (...)

Quiconque connaissait ceux qui s'accusent du délit de Diana, quiconque voudra analyser leur état d'âme à l'époque du délit devra convenir que ces assassins sont aussi des saints et des héros. » (18/12/1921)

« Il ne faut pas confondre le « syndicalisme », qui se veut une doctrine et une méthode pour résoudre la question sociale, et la propagande, l'existence et l'activité des syndicats ouvriers.

Les syndicats ouvriers (les ligues de résistance et les autres manifestations du mouvement ouvrier) sont indubitablement utiles: ils sont même une phase nécessaire de la montée du prolétariat. Il tendent à donner conscience aux travailleurs de leurs véritables positions d'exploités et d'esclaves; ils développent en eux le désir de changer de situation; ils les habituent à la solidarité et à la lutte, et par la pratique de la lutte, ils leurs

font comprendre que les patrons sont des ennemis et que le gouvernement est le défenseur des patrons. Les améliorations qu'on peut obtenir au moyen des luttes ouvrières sont certes peu de chose, puisque le principe de l'exploitation et de l'oppression d'une classe par une autre demeure et puisque ces améliorations risquent toujours d'être illusoires et d'être supprimées aussitôt par le jeu des forces économiques des classes supérieures. Mais même pour incertaines et illusoires qu'elles sont, ces améliorations servent cependant à empêcher que la masse s'adapte et s'abrutisse dans une misère toujours égale, qui ôte le désir même d'une vie meilleure. La révolution que nous voulons, faite par la masse et développant par son action, sans imposition de dictature ni déclarée ni larvée, aurait du mal à se produire et à se consolider sans la présence antérieure d'un grand mouvement de masse.

Du reste, quoi qu'on puisse en penser, le mouvement syndical est un fait qui s'impose et n'a pas besoin de notre reconnaissance pour exister. Il est le fruit naturel, dans les conditions sociales actuelles, de la première révolte des ouvriers. Il serait absurde, voire préjudiciable, de vouloir que les travailleurs renoncent aux tentatives d'obtenir des améliorations immédiates, mêmes petites, en attendant l'émancipation totale qui devra être le produit de la transformation sociale complète faite par la révolution.

C'est pourquoi, nous, anarchistes soucieux avant tout de la réalisation de notre idéal, loin de nous désintéresser du mouvement ouvrier, nous devons y prendre une part active et chercher à ce que, tout en s'adaptant aux contingences nécessaires des petites luttes quotidiennes, il ait l'attitude la plus critique possible selon nos aspirations, et à ce qu'il devienne un moyen efficace d'élévation morale et de révolution.

Mais tout cela n'est pas le « syndicalisme » qui veut être une doctrine et une pratique en soi, et qui prétend que l'organisation ouvrière, faite pour la résistance et la lutte actuelle pour des améliorations actuellement accessibles, mène naturellement, tout en s'aggrandissant, à la transformation complète des institutions sociales, syndicalisme qui serait la condition et la garantie d'une société égalitaire et libertaire.

La tendance de chacun à donner une grande importance à ce qu'il croit est un fait très compréhensible. Certains, férus d'anti-alcoolisme, de néo-malthusianisme, de langue internationale, etc... ont fini par voir dans leur propagande minuscule et fragmentaire la panacée à tous les maux de la société. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui ont consacré tout leur enthousiasme, toute leur activité à un objectif aussi important et vaste que le mouvement ouvrier, finissent souvent par en faire un remède universel et suffisant en soi. (...)

Le mouvement ouvrier malgré tous ses mérites et toute sa potentialité ne peut être en soi un mouvement révolutionnaire, dans le sens de la négation des bases juridiques et morales de la société

actuelle.

Chaque organisation nouvelle peut, dans l'esprit des fondateurs et dans les statuts, avoir les plus hautes aspirations et les buts les plus affirmés, mais si elle veut exercer la fonction propre au syndicat ouvrier, c'est-à-dire la défense actuelle des intérêts de ses membres, elle doit reconnaître en fait les institutions qu'elle nie en théorie, s'adapter aux circonstances et tenter d'obtenir, peu à peu, le plus possible, en traitant et en transigeant avec les patrons et le gouvernement.

En un mot le syndicat ouvrier est de par sa nature réformiste et non pas révolutionnaire. L'esprit révolutionnaire doit y être apporté, développé et maintenu par le travail constant des révolutionnaires qui agissent en dehors et dans le syndicat, mais il ne peut provenir d'une pratique naturelle et normale. Au contraire, les intérêts actuels et immédiats des ouvriers associés, que le syndicat a pour mission de défendre, sont très souvent en contradiction avec les aspirations idéales et futures. Le syndicat ne peut faire une action révolution-

naire que s'il est imprégné de l'esprit de sacrifice et que dans la mesure où l'idéal est placé au-dessus des intérêts, c'est-à-dire seulement dans la mesure où il cesse d'être un syndicat économique pour devenir un groupe politique fondé sur un idéal, ce qui est impossible dans les grandes organisations qui ont besoin pour agir de l'accord des masses toujours plus ou moins égoïstes, peureuses et lentes.

Mais ce n'est pas le pire.

La société capitaliste est faite de telle manière qu'en général les intérêts de chaque classe, de chaque catégorie, de chaque individu sont en contradiction avec ceux de toutes les autres classes, catégories et individus. Et dans la vie pratique on observe les alliances et les oppositions les plus curieuses entre des classes et des individus qui, d'un point de vue de justice sociale, devraient être soit de plus en plus amis soit de plus en plus ennemis. Il arrive souvent qu'en dépit de la solidarité prolétarienne si proclamée, les intérêts d'une catégorie d'ouvriers sont opposés à ceux des autres ouvriers et s'harmonisent avec ceux d'une partie des patrons.

De même, il arrive qu'en dépit de la fraternité internationale si désirée, les intérêts actuels des ouvriers d'un pays les lient aux capitalistes autochtones et les fassent lutter contre les travailleurs étrangers : par exemple les différentes prises de position des organisations ouvrières sur la question des tarifs douaniers et la volonté de participation des masses ouvrières dans les guerres entre les Etats capitalistes. (...)

Ainsi s'explique le fait que dans tous les pays, les organisations ouvrières, à mesure qu'elles ont grandi et se sont renforcées, sont devenues conservatrices et réactionnaires. Ceux qui ont consacré au mouvement ouvrier leurs efforts, honnêtement et en ayant comme but une société de bien-être et de justice pour tous, sont condamnés à un travail de Sisyphé et doivent à chaque fois recommencer de zéro.»

(6/4/1922)

(présentation et choix de RENOVA)

(*) Articles politiques, 10/18; La pensée de Malatesta, FA, Groupe E. Varlin; Ecrits choisis, FA, Groupe 1er Mai, Annecy.

A N N A R R



CHOMSKY ET LES FAUSSAIRES

Dans la revue anarchiste italienne *Volonta*, un camarade espagnol, J. Alemany, a attaqué Chomsky à partir des citations d'*Esprit* et du *Monde* (alors que dans *IRL* et le *CPCA* la position de Chomsky a été présentée à travers ses textes ou lettres). Voici quelques extraits de la réponse envoyée par Chomsky à ces accusations.

« J. Alemany s'efforce d'expliquer comment les différents points de vue qu'il m'attribue viennent de ma position idéologique d'ultra-gauche. Il est élémentaire qu'avant de tâcher d'expliquer quoi que ce soit, on établisse que c'est vrai. Or les positions que me donne Alemany sont de pures inventions. En conséquence, il est inutile de s'attacher aux commentaires, il faut voir leur origine. En fait, les allégations d'Alemany ne sont pas basées sur mes textes dont il discute les thèmes — et qu'il ne semble pas connaître mais qu'il déforme remarquablement —, mais plutôt sur des faux produits par un petit cercle d'intellectuels parisiens, célèbres pour leur malhonnêteté et leur falsification. »

Accusé d'être favorable au régime des Khmers rouges de Pol Pot au Cambodge, Chomsky fait remarquer les contradictions de Jean Lacouture, de Paul Thibaud, directeur d'Esprit et surtout de Ponchaud, capable de dater du même jour deux préfaces contradictoires (au sujet de Chomsky) pour le même livre sur le cambodge: l'édition pour les USA considère Chomsky comme ayant « une attitude responsable et une pensée précise » et celle pour le reste du monde affirme que Chomsky nie les « massacres » et rejette les témoignages des réfugiés. A cela, Chomsky répond en démontrant le gonflement des chiffres et la réalité des massacres, inférieurs à ceux faits au Timor, avec des armes nord-américaines (et françaises) et que la presse et les intellectuels occidentaux, en général, refusent d'évoquer.

« Passant à un autre sujet, Alemany affirme qu'une pétition que j'ai signée, en faveur du droit à la libre expression pour Robert Faurisson, déclarait que ses résultats étaient de vraies découvertes, c'est-à-dire que j'appuyais ses thèses. C'est une invention absurde. Alemany se réfère sans doute à un article de Pierre Vidal-Naquet dans le même numéro d'*Esprit* (septembre 1980) qui publie le chef-d'œuvre de Thibaud. Vidal-Naquet y affirmait que la pétition en question était scandaleuse (*) parce qu'elle présentait « ses « conclusions » comme si elles étaient effectivement des découvertes » (*). Comme Vidal-Naquet l'a reconnu plus tard dans « Les Juifs » en 1981, il avait mal compris le texte anglais: « J'ai cru que le mot *findings* signifiait *découvertes* alors qu'il signifie *conclusions* », exactement la même erreur répétée par Alemany (...)

Il y a un souci constant parmi les intellectuels parisiens, à commencer par les mensonges de l'ex-stalinien Claude

Roy dans *Le Nouvel Observateur*, sans cesse répétés depuis, de croire qu'en défendant le droit de Faurisson à la libre expression, j'appuie ses vues. Ce souci néglige complètement le fait que j'ai souligné avec insistance que les vues de Faurisson sont diamétralement opposées aux miennes et que je considère l'holocauste comme « la plus terrible explosion de folie collective de l'histoire humaine ». La raison de ces mensonges, que répète Alemany, est évidente, lorsqu'on regarde les faits de cette affaire. Faurisson a été suspendu de sa chaire de professeur à l'Université de Lyon sous la menace de violences. Puis il a été jugé pour « falsification de l'Histoire » et condamné pour manque de « responsabilité » en tant qu'historien, pour ne pas avoir utilisé tous les documents importants et avoir laissé « prendre en charge, par autrui (!), son discours dans une intention d'apolo-



gie des crimes de guerre ou d'incitation à la haine raciale (*) ». Selon ces mêmes critères, de nombreux membres de l'Association historique américaine devraient être incarcérés. Ainsi ceux qui nient que les USA aient commis des crimes de guerre en Indochine et qui, par leurs mensonges, contribuent aux efforts très réussis des USA pour augmenter les souffrances et la répression en Indochine aujourd'hui, en bloquant les aides; en refusant de donner les moyens d'enlever la quantité énorme d'engins non explosés, qui tuent régulièrement beaucoup de paysans; en refusant la nourriture pour le Laos, où le système agricole a été détruit par les bombardements américains et des centaines de milliers de gens sont affamés, etc... Par ce geste de lâcheté morale, le tribunal français déclarait qu'il y avait une vérité officielle non établie, en punissant Faurisson pour ne pas la

respecter. Tout commissaire politique en dirait autant, sauf les marxistes-léninistes, qui sont au moins honnêtes dans leurs attitudes totalitaires (...).

Quand j'ai signé la pétition appelant les autorités françaises à protéger les droits de Faurisson, je l'ai fait exactement comme je le fais régulièrement pour les dissidents de l'Europe de l'Est — dont je ne connais pas les positions ou que je connais parfois et que je trouve horribles (fait que je ne mentionne évidemment jamais dans ces cas) — et je pensais que ce serait tout. Chaque mot de plus que j'ai écrit sur ce sujet (y compris une déclaration sur les libertés civiles, qui fut ajoutée comme *avis* (*) à un livre de Faurisson dont j'ignorais l'existence, fait qui déclencha une série de mensonges à Paris) a été faussé par ceux qui cherchent à cacher leur attachement à une sorte de doctrine de Jdanov. Que tout cela soit de la pure hypocrisie est évident, car il n'y eut pas un murmure de protestation, à Paris ou ailleurs, lorsque j'ai pris des positions beaucoup plus polémiques que celle-là en faveur des libertés universitaires et civiles, comme par exemple en défendant le droit d'enseigner pour des gens que je considère aux USA comme de véritables criminels de guerre, au moment de la guerre du Vietnam.

Enfin Alemany m'attribue la position idiote — qui est en fait parfois exprimée dans les cafés de la Rive gauche, d'où il semble tirer ses informations — que « le système politique aux USA est équivalent à celui de l'URSS ». Il m'explique que c'est inexact, comme le montre le développement du mouvement de la paix aux USA. Il est à peine utile de répondre à de telles absurdités. Dès mes premiers essais politiques, j'ai souligné le fait très clair que « nous sommes, bien sûr, dans un contexte politique très différent de ce qu'il est » dans les Etats totalitaires. Ces essais concernaient en partie l'idéologie criminelle et la pratique des régimes marxistes-léninistes. J'ai écrit plus tard que « nous jouissons de libertés étendues. Nous avons le droit de parler, d'écrire, de nous organiser. Les résistants seront punis sévèrement, mais ils ne seront pas envoyés ni dans des camps de concentration ni dans des chambres à gaz. » (*L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, Le Seuil 1969, p. 55)

Alemany n'a pas compris la position de Chomsky, qui est:

« Le fait que je jouisse de libertés et de privilèges qui manquent complètement en URSS est politiquement dénué de sens: cela n'aide en rien Fred Hampton, leader noir assassiné avec la complicité du FBI, ou les 50 000 enfants qui meurent de faim chaque année au Guatemala pendant que les récoltes sont exportées aux USA dans des conditions imposées par la sauvagerie américaine, etc... Mais, comme je l'ai expliqué aussitôt, nous pouvons donner un sens à ces libertés en échappant au contrôle des institutions idéologiques et en aidant l'organisation des forces populaires: « Vous n'êtes pas

emprisonné si vous découvrez les faits, ni même si vous établissez les faits. Mais cela revient au même, la réalité sociale est dissimulée par l'intelligentsia. La contre-information pouvait être donnée, pendant les manifestations organisées par le mouvement de la paix et le mouvement étudiant, qui réunissaient des milliers de personnes.» (Dialogues avec Mitsou Ronat, Flammarion, 1977, p.52) C'est exactement ce que j'ai essayé de faire une bonne partie de ma vie. En conclure que je mets sur le même plan les USA et l'URSS est un véritable exploit.

Je regrette d'avoir à occuper de la place pour discuter ces truismes et répondre aux absurdités et falsifications présentées par Alemany. Il y a sûrement des choses bien plus importantes auxquelles consacrer notre énergie.»

Noam Chomsky, 10-1-82
(traduit et sélectionné par Martin)

(*) En français dans le texte de Chomsky.

VIVRE AUTREMENT

(suite de la page 8).

temps, c'est vrai qu'un tas de jeunes déchargent leur agressivité pendant les manifestations. Ce n'est pas à déplorer, mais ça m'énerve quand on idéologise cela.

Tu as dit que la tactique de la guérilla urbaine a été un échec, tu entends la violence en soi ou la tactique ?

Le problème n'est pas de dire si c'est bon ou mauvais, c'est de l'introduire dans une stratégie qu'on utilise machiavéliquement. On a tous désiré que tout le monde veuille la révolution, et on a du mal à se rendre compte que les masses rarement veulent la révolution. Je ne dis pas jamais : c'est dans les moments historiques spécifiques très complexes et quand on considère que les masses ne veulent pas la révolution.

Pour sortir du dilemme soutien à la guérilla ou soutien à l'Etat, quelle a été la position des alternatifs ?

Il y avait des gens qui voulaient se battre, faire la guerre contre l'Etat, on n'avait pas envie de les en empêcher : c'est leur problème. Mais s'il y a des gens qui veulent en sortir, on dit : on vous protège, vous n'avez pas besoin de vous remettre à la justice pour payer, on essaie de vous protéger ; et donc vous sortez de la guérilla et vous n'êtes pas victimes de la répression. On se bat pour dénoncer les conditions d'emprisonnement, la répression physique et dénoncer la stratégie politique sous-jacente à la guérilla.

(Interview d'Octavio Alberola et de Fernando Aguirre, fin avril 82; adaptation de Martin).

Salut Michel



Je crois connaître Michel depuis 1965 ou 1966. Depuis, on se voyait à Paris selon les réunions. Il est mort en juin. Je voudrais donner des extraits d'une discussion organisée à propos du 10 mai 1981 par le Centre Max-Nettlau, le 12 juin 1981. Ce choix s'explique parce que Michel parlait beaucoup et bien, mais écrivait peu.

« Il se peut que le changement en cours ait été la dernière lutte de la haute bourgeoisie financière monopoliste d'Etat — qui tendait de plus en plus, depuis plusieurs années, à investir à l'étranger et non en France — et que ce soit la dernière lutte contre la technobureaucratie.

On entend généralement ce terme pour des spécialistes chargés de la gestion des affaires de l'Etat ou des affaires économiques. Le mérite qu'il y avait dans l'intervention (précédente) de L., c'est qu'il ramenait les choses au niveau concret en citant des cas précis en médecine (des médecins libertaires de Nanterre contactés par le P.S. pour innover). A savoir que la seule option, la seule solution pour la gauche de Mitterand ou de Rocard passe, fonctionne, c'est que justement elle fasse appel à une société de capitalisme, ce que j'appelle un capitalisme autogestionnaire, où il y a une adhésion des gens qui participent au niveau de la productivité. Il en va de même au niveau de la production pas au sens restreint du terme, naturellement, mais au sens de la création dans l'ensemble des domaines de la vie. A cela s'opposent des blocages considérables, dont l'un — le plus connu — est la parti communiste, naturellement. Mais d'autres existent aussi au sein même du parti socialiste. On peut prendre l'exemple donné sans le Canard enchaîné, trois jours après l'élection présidentielle, des technocrates socialistes du nucléaire, de l'E.D.F., se sont dépêchés, avec les anciens partenaires de la majorité, de faire passer des ordres de commande pour telle ou telle centrale nucléaire, parce qu'ils avaient peur s'ils tardaient que Mitterand les fasse annuler. On voit bien que la parti socialiste n'est pas homogène. C'est pour ça que j'ai dit au début de la réunion que, pour faire

une analyse plus approfondie, j'attendais de voir quels sont les députés, les rocardiens, les forces en présence (...).

Ceci avant de me prononcer sur cette option, que je lance à la légère, mais qui me semble être (je peux l'expliquer après, si vous voulez, mais je peux très bien m'en passer parce que c'est fatigant) un capitalisme demandant une participation des gens et ouvrant un nouveau marché (...). Dans ce sens s'ouvre aussi ce seuil que tu qualifies de psycho-affectif et dans lequel on retrouverait comme cadres les gens de la génération de 68, qui ont maintenant 35-40 ans, qui sont donc déjà dans des positions de cadres, etc. On trouverait une classe d'âge, en quelque sorte, aux postes de direction. Ils existent déjà dans le parti socialiste. En beaucoup plus grand nombre, il va y avoir des vagues d'adhésions de jeunes et de moins jeunes.

— Si ton analyse est bonne, ça va être dur !

— Oui, effectivement (...). Je voudrais revenir sur l'intervention de T. (le fait que des anarchistes aient voté, la signification que cela a et la valeur qu'il faut y attacher). Je crois que les deux attitudes qu'il a présentées sont liées. Ce qu'on appelle le corpus de la pensée anarchiste traditionnelle est en train de foutre le camp. Et T. le sait, puisqu'il il y faisait allusion au Colloque sur la répression (en janvier 1980). Je crois qu'on est un peu comme les catholiques en France, en ce moment. J'entend par là qu'ils croient en Dieu de moins en moins ; et nous on croit en la révolution, telle qu'elle a été vécue au XIX siècle, de moins en moins. Je dis « on », mais j'ai tort, je veux dire « je ». Mais je dis « on » aussi parce qu'il y a de tas de copains qui le formulent dans des discussions privées. »

Sélection Martin

Nota: Les cahiers du C.P.C.A. devraient dans un prochain numéro rééditer un texte que Michel avait rédigé avec un camarade pour « Noir et Rouge » N° 46 juin 1970, p. 6-11) et qui reste toujours valable au niveau des propositions concrètes.

